



VOX

Octobre 2012 - No 92

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne

“Spécial CRISE”

Le CERCLE VICIEUX !

AIACE
ASSISES / 2013 / CONGRESS
PORTO - PORTUGAL
26-31.05.2013



ÉDITORIAL

3 Le cercle vicieux

BELGIQUE

4 La crise vue de Bruxelles

IN MEMORIAM

4 Décès de Claude Cheysson

DEUTSCHLAND

7 Meine Wahrnehmung deutscher Befindlichkeiten

ESPAGNE

9 La crise vue de l'Espagne

FINLAND

10 The euro Area Debt Crisis: A Finnish Perspective

FRANCE

11 Les conséquences de la crise vont se faire sentir maintenant en France

GRÈCE

13 La leçon à tirer des erreurs du passé : une plus forte intégration européenne

IRELAND

15 Irish economy

ITALIE

16 L'Italie toujours capable d'innover, même en politique

PORTUGAL

18 La crise vue du Portugal

UNITED KINGDOM

19 The impact of the crisis in the UK

U.E. - ZONE EURO

20 La crise dans la zone euro

PRIX NOBEL

24 Réactions

29 AIACE INT.

SERVICE PUBLIC EUROPÉEN

30 Fondements du Service public européen

ESSAI

31 Vers une Union fédérale ou une Fédération d'états-nations?



Cover: Borsa di Milano



4e cover: Assemblée générale, Bruxelles, Berlaymont octobre 2012

RETIRED AND NOT YET MEMBER? TO JOIN US, PLEASE FILL IN THE ENCLOSED FORM !

PENSIONNÉ ET PAS ENCORE MEMBRE? POUR NOUS REJOINDRE REMPLISSEZ LE BULLETIN D'ADHÉSION CI-JOINT!

Editeur responsable :

Richard Hay

Rédacteur en Chef :

Pierre Blanchard

Comité de rédaction :

Giovanni Livi

Roger Vancampenhout

Marc Schober

Giovanni Sergio

Ludwig Schubert

Egon C. Heinrich



Adresse :

Association Internationale
des Anciens de l'Union européenne
(SC-29 02/04)

B-1049 Bruxelles

Tel: 02-295.29.60

Email: aiace-int@ec.europa.eu

Internet: <http://www.aiace-europa.eu>

Secrétariat de Rédaction :

aiace-int@ec.europa.eu

blancpi43@gmail.com

Photos :

Médiathèque CE - Aiace

Mise en Page:

Jean-Claude Lesuisse

E-mail: jclesuisse@skynet.be

Impression:

OIB

Ateliers de reproduction de la Commission

Le cercle vicieux

Après avoir bouclé le VOX 91 en pleine période de « crise dite de l'euro », il nous a semblé que les lecteurs apprécieraient que VOX y consacre un numéro spécial. En effet, les « sections » nationales de l'AIACE disposent de l'expérience de nombreux Anciens, experts et connaisseurs du vécu local. L'idée était séduisante, mais le sujet ardu et constamment en évolution n'a pas convaincu tout le monde.

Dans ce numéro du VOX 92 « Spécial crise », outre les divers articles « nationaux », Ludwig Schubert, notre expert incontesté, présente pour la zone euro une analyse magistrale, indispensable pour saisir les éléments de fond de la complexité actuelle de la politique économique et monétaire de l'UE. Ainsi l'on comprend mieux que, si la zone euro était un véritable État, comme les USA ou la Chine, et que les États membres actuels étaient des entités fédérées, des régions ou provinces (Länder) intégrées, on ne parlerait pas de la crise de l'euro. Enfin, il montre que la « crise » sert de prétexte pour remettre en question presque partout les acquis des salariés des secteurs privés et publics, et notamment ceux du Service public européen.

Retournons aux origines de la crise des années 2007 et début 2008, lorsque les banques – bras armés des « marchés », l'ont déclenchée au départ des États-Unis. (« subprimes » ou prêts hypothécaires à risque). Depuis lors, les « marchés » globalisés, insaisissables, incontrôlables, font plus que jamais la loi, même dans les démocraties qui ont, sinon capitulé, du moins cédé des pans entiers de leur souveraineté qu'elles refusent par ailleurs de céder à l'UE. Les « marchés », au service exclusif des intérêts des investisseurs, ignorent les citoyens et leurs choix démocratiques. Dans l'UE, au sein de la zone euro, les « marchés » exploitent au maximum les imperfections et lacunes des traités pour spéculer sur les fonds souverains des États membres. Depuis lors, les « marchés » continuent à spéculer, sans état d'âme, contre ces mêmes pays en prenant des risques dans la plus grande opacité, assurés que, en tout état de cause, les fonds publics leur éviteront la banqueroute.

Ce qui désoriente complètement l'homme de la rue est que les raisons de la crise sont connues ainsi que les remèdes, mais que le manque « d'Union » et l'absence de volonté politique empêchent de les appliquer rapidement (« trop peu, trop tard »). C'est pourquoi, dans quelques États membres, la crise a fait exploser les déficits et dettes publics (voir graphiques dans les articles) ainsi que leurs taux d'intérêt. Des millions de citoyens se retrouvent victimes des cures drastiques d'austérité, la croissance ralentit, voire stagne,

tout comme le pouvoir d'achat des salariés.

Le cercle vicieux s'installe : croissance nulle, récession, austérité, perte de pouvoir d'achat, exclusion, chômage, etc. Les variations du PIB deviennent le « thermomètre » des « marchés », qui perdent confiance, s'emballent et augmentent les taux au moindre risque.

Les sommets « de la dernière chance » perdent leur crédibilité : ils se succèdent et livrent des messages politiques désormais inaudibles pour la majorité des citoyens. La croissance, présentée comme « LA » solution du retour à la prospérité, reste un vœu pieux dans des pays où le chômage s'est installé et où les rémunérations et la protection sociale - piliers du modèle européen – reculent, faute de moyens budgétaires publics.



Pierre BLANCHARD
Rédacteur en Chef
du magazine VOX



« Bruxelles », - que les médias présentent souvent abusivement comme étant tout à la fois l'UE, la BCE et même le FMI- devient plus que jamais le bouc émissaire des nationalistes, séparatistes et autres eurosceptiques habituels. Plus grave, les salariés qui subissent impuissants les conséquences néfastes de la crise imputent à « Bruxelles » la responsabilité de leurs malheurs. La tension et la colère montent au sein des populations les plus touchées : le plus souvent des jeunes sans emploi et sans aide sociale, pour le moment surtout en Grèce, au Portugal et Espagne. Les manifestations se multiplient et se radicalisent, risquant de dégénérer, et les extrémistes de tous bords,

surfant sur la vague - populiste, mais légitime - du « ras-le-bol » généralisé. D'une part, il y a les citoyens désenchantés et indignés qui doutent de la solidarité européenne et des avantages de vivre ensemble dans cette Union vue comme l'allié des « marchés ». Et d'autre part, il y a ceux des pays encore prospères qui sont convaincus de financer à perte les « gaspilleurs » des pays en difficulté. Pire : personne n'explique que c'est le contraire et que la loi des « marchés » permet aux plus « riches » de s'enrichir davantage !

En ce qui concerne nos rémunérations et pensions... : c'est dans ce contexte hostile à l'« Europe » que notre statut doit être révisé. La Commission a décidé d'aller au-delà du strict nécessaire, en proposant de nouvelles économies sur les coûts des personnels du Service public européen. La nouvelle procédure de codécision entre le Parlement et le Conseil doit s'appliquer. Si le PE semble partager le point de vue de la Commission, le Conseil et, en particulier, plusieurs États membres importants ont lancé une violente attaque contre les fondements mêmes du Service public européen. L'AIACE considère que la « Méthode d'adaptation des rémunérations

et pensions » assure le parallélisme et la solidarité avec les Services publics nationaux et qu'il n'y a pas lieu de payer deux fois (page 30). Préparer la relance des lendemains de crise en cassant l'outil technico-administratif, pour faire des économies de bouts de chandelles symboliques et cosmétiques sous prétexte de solidarité, est une grossière erreur que l'Union européenne regrettera. Le Service public européen doté de sa « méthode communautaire » de travail est et restera irremplaçable ! Il a fait ses preuves et montré sa capacité d'adaptation et d'intégration, ne serait-ce qu'en jouant le rôle d'un des principaux acteurs de la paix depuis plus de 60 ans !

Après quatre années de crise, certaines mesures sont mises en place et commencent à produire leurs effets, mais il faut faire plus et plus vite. Seul un sursaut communautaire, en particulier de la part des « poids lourds » de l'UE, permettra de gérer la crise plutôt que de la subir, ou de la contrer au coup par coup avec des « palliatifs » de plus en plus technocratiques. Quel désastre humain attend-on pour relancer l'Union et faire preuve d'une véritable solidarité, qui trouvera le soutien des peuples et non leur hostilité ?

Le énième Sommet (« Conseil européen ») qui vient de se terminer à Bruxelles a certes permis un nouveau compromis dans la supervision bancaire par la BCE, mais une fois de plus le sort des citoyens en détresse a été oublié. Les prochains Sommets de novembre et décembre seront

consacrés au cadre financier pluriannuel 2014-2020 de l'UE. Outre la fixation imposée des budgets de fonctionnement qui conditionneront les conditions de travail des personnels des institutions et autres organes de l'Union et nos pensions, ces Sommets promettent de belles passes d'armes entre certains États membres qui prônent des politiques européennes contradictoires.

Le 12 octobre 2012, Oslo vient d'annoncer qu'il attribue à l'Union européenne le prix Nobel de la paix. C'est une distinction importante qui ne laisse aucun Ancien de l'UE indifférent. Dans cette période difficile pour l'idéal et l'esprit de décision européens, cette distinction tombe à pic. Retenons que toutes celles et ceux qui se sont engagés toute leur vie pour travailler ensemble, en paix, après avoir connu de près les horreurs de la première moitié du siècle dernier, ont bien mérité cette récompense.

Personnellement, je suis fier de mes 46 années de modeste contribution à ce défi qui a rendu possible, rappelons-le aussi à un moment où tout a un prix, une utilisation optimale des « richesses » humaines et matérielles de l'Europe. Ce Prix aurait honoré celles et ceux qui n'ont cessé de nous répéter : "plus jamais ça" ?

Soyons tous fiers de ce Prix Nobel de la paix!

Un grand merci à celles et ceux qui ont contribué à ce numéro spécial !

In Memoriam Claude CHEYSSON 1920 - 2012

Claude Cheysson, décédé à Paris le 15 octobre dernier à l'âge de 92 ans, fut Commissaire européen de 1973 à 1981 et, par la suite, de 1985 à 1988. Entre 1981 et 1984, il fut Ministre des Relations extérieures sous la Présidence de François Mitterrand. Outre l'engagement de l'homme pour la France Libre et, après la guerre, en tant que chef du service de liaison auprès des autorités fédérales allemandes à Bonn, le nom de Claude Cheysson est très tôt associé, entre autres qualités éminentes, à la lucidité de son engagement pour ce que l'on appelait alors le « non-alignement » du « Tiers-Monde », à savoir le refus de l'affrontement bipolaire dans le contexte de la guerre froide. Il était chef de cabinet du président du Conseil, Pierre Mendès-France, lorsque celui-ci signa en 1954 les accords de Genève qui mirent fin à la guerre d'Indochine. Commissaire européen de 1973 à 1981, il joua un rôle majeur dans la préparation de la Convention de Lomé, signé en

1975 entre la Communauté économique européenne et 46 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Entré au Quai d'Orsay, Claude Cheysson n'hésita pas à prendre des positions dictées davantage par ses convictions que par les contraintes de la Realpolitik : tel fut le cas lors du conflit

des Malouines ou dans son soutien à Yasser Arafat en faveur de la création d'un État palestinien. C'est dans ce contexte dicté par les choix de François Mitterrand en matière de politique étrangère que Claude Cheysson rede- vint Commissaire européen de 1985 à 1988, après que Jacques Delors en devint président. A la Commission, il fut chargé de la politique méditerranéenne et des relations Nord-Sud. En 1989, Claude Cheysson est élu député européen et présidera jusqu'en 1994 la délégation socialiste française au Parlement de Strasbourg. L'on



se souviendra de Claude Cheysson pour une liberté de parole dont il ne se départit jamais, même dans ses fonctions officielles. Les fonctionnaires européens se souviendront de lui pour ses convictions, son engagement, son franc-parler.

Claude Cheysson aurait eu encore beaucoup de choses à dire de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union et du rôle de l'Europe dans un monde globalisé où les pays du « Tiers-Monde » deviennent des puissances émergentes, qui pourraient bien, si les États membres de l'Union n'y prennent garde et ne serrent pas les rangs, les marginaliser sur la scène internationale.

vancampenhout.roger@skynet.be

Sources :

LE MONDE 17 octobre 2012

WIKIPEDIA

La crise vue de Bruxelles

(effectivement la Capitale du Royaume de Belgique dans ce cas)

Le fait majeur de l'année 2012 en Belgique a été de nature politique, avec la constitution d'un gouvernement présidé par Elio Di Rupo, socialiste wallon, en décembre 2011. Les problèmes linguistiques, couvrant souvent des difficultés (pour ne pas dire rivalités) dans les affaires sociales et économiques entre le Nord (flamand) et le Sud (francophone) avec la Région de Bruxelles-Capitale au milieu, dominent la vie du pays, donc des citoyens belges depuis de nombreuses années.



Roger VANCAMPENHOUT



Pierre BLANCHARD

En effet, après les élections de juin 2010, il a fallu attendre le 5 décembre 2011 pour voir se constituer un gouvernement de coalition socialiste-centriste et libéral et évidemment flamand francophone, battant ainsi un record presque mondial d'absence de gouvernement après des élections dans les pays industrialisés.

Il faut dire que, pendant la crise gouvernementale, la scission de la Belgique a été maintes fois évoquée, ce qui montre le sérieux des divergences entre Flamands et Wallons.

Ce gouvernement a affronté, visiblement avec succès – étant toujours au pouvoir – les questions linguistiques et structurelles des régions (notamment la question dite de l'arrondissement de BHV Bruxelles, Halle, Vilvoorde), qui bloquaient la gouvernance du pays. Ensuite, il a commencé à s'occuper des questions économiques liées à la crise financière et des fonds publics.

Les données économiques du pays ne sont pas

bonnes, mais pas non plus catastrophiques, comparées à certains autres États membres, notamment son grand voisin du sud.

Le déficit public est de l'ordre de 3,3 % en 2011, certes avec une dette publique frôlant les 100 %, 100,5% en 2012. Cette dette est particulièrement importante quoiqu'en baisse, ce qui est remarquable durant la crise. À noter encore qu'elle est largement détenue par les citoyens belges (voir article de Ludwig Schubert pour les comparaisons UE) ce qui en relativise l'aspect négatif.

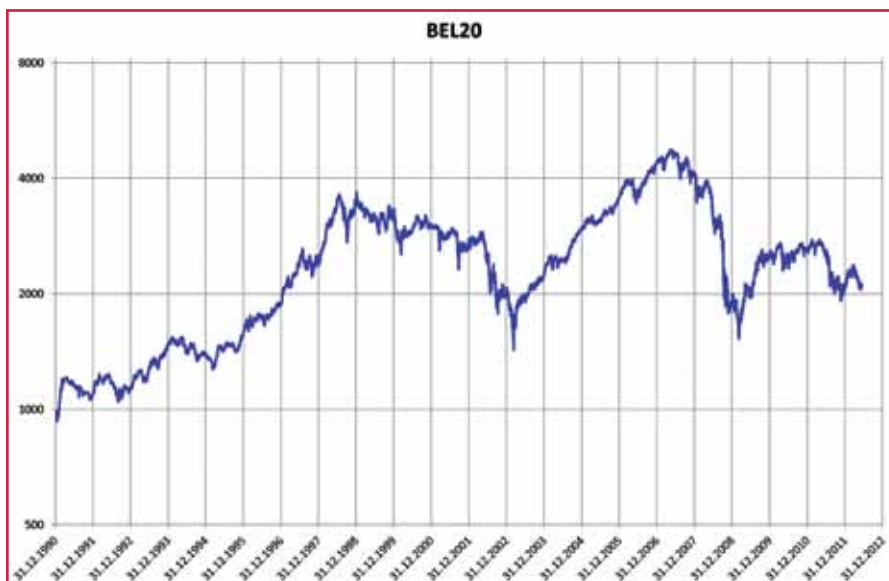
Le fameux « spread » (écart) avec les obligations d'État allemandes était récemment de 2 %, ce qui est certes trop, mais l'un des plus faibles taux différentiels des États membres pour un pays ayant une dette publique importante.

La croissance ne sera pas au rendez-vous, car on prévoit -0,3 % du PIB à la fin de l'année 2012. Le taux de chômage lui non plus n'est globalement pas catastrophique, mais il évolue négativement de 6,6 % en 2011 vers la prévision de 8,2 % à la fin de l'année. En revanche, les disparités régionales

restent très fortes entre la Wallonie et la Flandre, mais aussi avec la Région de Bruxelles-Capitale, qui atteint les 20 %.

Le taux d'inflation a diminué après une poussée fin 2011 pour passer sous les 3 %.

Si les taux du chômage ne sont pas vraiment mauvais, il est jugé extrêmement coûteux. Des mesures de limitation des indemnités dans le temps et en nominal sont à l'étude



dans un contexte délicat avec un premier ministre socialiste.

L'indexation des salaires est restée un sujet tabou, par ailleurs attaqué au niveau de l'UE ; elle résiste donc encore, farouchement défendue par les syndicats. Le gouvernement a aussi pris quelques mesures de taxation des épargnants au-delà des simples livrets d'épargne. En revanche, l'affaire Bernard Arnault, important milliardaire français dans les produits de luxe, qui a choisi de s'installer en Belgique - à Uccle- fin 2011 a fait grand bruit des deux côtés, lorsqu'il a annoncé son intention de se faire naturaliser belge.

La crise bancaire n'est pas encore digérée, puisque la Belgique a subi une faillite organisée de DEXIA, banque franco-belge, sur intervention du gouvernement qui participe au sauvetage avec le nouveau nom de BELFIUS...

En ce qui concerne l'indice boursier BEL 20, il suit l'évolution des bourses de l'UE après une forte baisse en 2009, il a du mal à se stabiliser et surtout à remonter.

Difficile de constater les effets de la crise, notamment à Bruxelles qui reste étonnement active avec le siège des institutions européennes et des innombrables représentations nationales et souvent régionales qui induisent d'autres activités. D'ailleurs, personne ne voit la diminution des embouteillages journaliers aux portes de la Capitale ou en sortant le soir et dès le vendredi après-midi.

Certes, les commerçants se plaignent - ce qui n'est pas nouveau- mais le simple citoyen n'a pas les moyens de vérifier ces dires, sinon de constater des augmentations de prix bien au-delà des statistiques. Par beau temps, les terrasses restent pleines dans la journée, tout comme les rues et quartiers commerçants, ce qui peut avoir deux significations : beaucoup de « désoccupés » ou simplement de retraités et autres personnes libres.

Peut-on également tirer des conclusions sur les raisons de l'augmentation visible des « sans revenus et sans-abri », en particulier dans les quartiers prospères de la ville et autour des Institutions européennes?

Peut-être décèle-t-on plus de logements libres à louer, les loyers ayant pris des proportions incontrôlables par rapport aux salaires. Pourtant les nombreux restaurants chics et étoilés de la ville et des environs ne semblent pas souffrir beaucoup de la crise. Il en va de même des supermarchés et autres hypermarchés des années 80, moins courus qu'avant, et ce davantage pour des raisons sociétales que de réduction de pouvoir d'achat. Finalement, un signal semble sérieux : celui des banques alimentaires qui lancent un cri d'alarme sur l'accroissement du nombre de citoyens qui passent sous le seuil de pauvreté et éprouvent des difficultés à se nourrir et à se loger décemment, plus de 110.000 personnes selon leurs informations !!!

Enfin au moment de clôturer ce VOX, la Belgique vit la campagne des élections communales du 14 octobre : aspect particulier de ce scrutin, le vote des étrangers, dont un certain nombre d'Anciens de l'UE font partie.

Traditionnellement, ces élections, qui donnent lieu à des coalitions improbables dans d'autres contrées, ont peu d'influence sur le niveau

fédéral. Toutefois, l'enjeu des campagnes menées dans certaines grandes villes et communes, on pense à Anvers, dépasse cette fois le niveau local, dans la perspective des élections législatives de 2014. Béatrice Delvaux, éditorialiste du journal *Le Soir*, n'hésitait pas à écrire¹ : « Si les sondages disent vrai (...), la marche vers l'indépendance de la Flandre sera lancée (...). » Entre-temps, les résultats des élections seront connus des lecteurs de VOX : ils pourront se faire eux-mêmes une opinion.

1 Le Soir, 13 et 14 octobre 2012



Meine Wahrnehmung deutscher Befindlichkeiten

Es wäre vermessen, wollte ich in allgemeiner Weise über „deutsche Befindlichkeiten“ sprechen. Meine Wahrnehmung ist vielleicht doch sehr subjektiv.

Deutschland wird als reiches Land wahrgenommen, Wirtschaft und Industrie blühen, Wohlstand scheint weit verbreitet. Allerdings – 10% der Bevölkerung besitzen 53% eines riesigen Privatvermögens von 10 Billionen €, die „unteren“ 50% der Bevölkerung zusammen nur etwa 1%. Eine ähnliche Spreizung zeigt die Einkommensverteilung: 1,7% verdienen pro Jahr mehr als 125.000€, die „unteren“ 50% verdienen weniger als 25.000€. Der so genannte Niedriglohnsektor (Stundenlohn weniger als etwa 10€) wächst kontinuierlich (aktuell bei etwa 20% der Beschäftigten), prekäre Arbeitsverträge insbesondere für junge Leute werden mehr und mehr die Regel. Vermögens- und Einkommensunterschiede nehmen seit Jahrzehnten kontinuierlich zu. Es entstehen soziale Probleme, etwa 15% der Deutschen sind „armutsgefährdet“. Das alles hört sich sehr kritisch an, muss jedoch relativiert werden. Die sozialen Probleme werden abgefedert durch ein dichtes - allerdings auch teures - soziales Netz. Die Gesamtzahl der Arbeitslosen ist eine der niedrigsten in der EU, die Jugend Arbeitslosigkeit ist die niedrigste in der EU. „Armutsgrenze“ ist eine nationale Kennzahl: arm ist, wer ein Einkommen von weniger als 60% des mittleren Einkommens hat. Die aktuelle absolute Zahl von 940€ ist alles andere als eine Armutsgrenze in vielen anderen Ländern der EU. Wahrgenommen wird jedoch allgemein nicht ein trotz allem weit verbreiteter Wohlstand. Die Probleme einer unteren Bevölke-

rungsschicht - auch wenn man nicht dazu gehört - beherrschen das Stimmungsbild, der Reichtum der oberen Schicht löst Neid Diskussionen aus („Deutschlands Reiche werden auch in der Krise reicher“).



Walter EIFLER,
Präsident
der Deutschen Sektion

Außer „arm und reich“ gibt es eine weitere Spaltung der Gesellschaft, die zwischen jung und alt. Die Verschiebung des Anteils an älteren Menschen zu immer höheren Werten, ausgelöst durch eine niedrige Geburtenrate einerseits und eine größere Lebenserwartung andererseits, lässt die „Alten“ befürchten, dass ihre Renten eher reduziert als zumindest der Inflation angepasst werden, und die „Jungen“ fürchten eine Altersarmut, da die relativen Renten (Prozentsatz Rente zu Einkommen) bis 2030 auf 41% reduziert werden bei gleichzeitig steigendem Rentenalter, und das bedeutet für sehr viele der auch verhältnismäßig gut verdienenden Berufstätigen eine Rente unter der Armutsgrenze. Die Diskussion darüber nimmt im Augenblick breiten Raum ein.

Europa wird vor diesem Hintergrund eher negativ wahrgenommen, insbesondere angesichts der Schuldenkrise. Eine kürzliche Umfrage ergab, dass 65% der Meinung sind, mit der DM ginge es ihnen viel oder zumindest etwas besser, und dass 49% meinen, prinzipiell ginge es ihnen ohne EU besser



(bei nur 32% die das Gegenteil sagen). Typisch war für eine gewisse Zeit lang der Gebrauch des Ausdrucks „der deutsche Steuerzahler“ seitens einer bekannten Nachrichtensprecherin des ZDF, die fast jeden Tag feststellte, was der alles bezahlen und ertragen muss. Gottseidank hat wohl ein verantwortlicher Intendant zugehört und das ab-gestellt, es hörte sich schrecklich an. Natürlich gibt es Medien, von denen man weiß, dass sie nur auf billigen Lesefang aus sind. In unserem letzten Kurier hat ein Kollege sich mit einem

BILD-Zeitungsartikel auseinandergesetzt, in dem Zeilen wie: „Wenn Ihr unsere Milliarden nicht braucht, dann könntet Ihr von uns aus jeden Links- oder Rechts-Halldri wählen, den Ihr wollt“, „Seit mehr als zwei Jahren ist es aber so: Aus Euren Geldautomaten kommen nur deshalb noch euro heraus, weil wir, die Deutschen, und die anderen Euro-Staaten sie rein gesteckt haben.“, usw., usw. Auch politischer Populismus ist zu beobachten, wobei es auch hier um Stimmenfang geht. Wie soll man sonst die extremen Forderungen seitens der in Bayern regierenden Christsozialen verstehen, dass die Griechen „raus aus dem Euro“ müssen? Auch von den Liberalen in Deutschland hört man ähnliche Töne. Dabei kommt es doch vor allem darauf an, wie wir miteinander umgehen. „Der Ton macht die Musik“, wie unser Kollege in seinem Artikel sagt. Umgekehrt müssen wir Deutsche dann auch feststellen, dass man uns in die Nähe der „hässlichen Nazideutschen“ rückt, was allerdings in Großbritannien nie aufgehört hat. Es gibt ein gegenseitiges Aufschaukeln und ein Ausgraben alter, längst vergessen geglaubter Ressentiments auf allen Seiten. Besonders ernst muss man allerdings eine Äußerung des italienischen Ministerpräsidenten Mario Monti nehmen, der allen Ernstes äußerte, man müsse doch nicht immer wieder die Parlamente einschalten. Kommt diese Aussage daher, dass er sich nie in ein Parlament wählen ließe?

Was die EU, die Euro-Länder von Deutschland erwarten, das scheint klar: Solidarität mit den Ländern in Schwierigkeit. Einverstanden, aber was muss man darunter verstehen? Bedeutet Solidarität einfach nur immer mehr euro für Länder in Schwierigkeit? Auch Deutschland hat riesige Schulden, und man kann (noch) nicht sagen, dass es sie beherrscht. Schuldenprobleme mit Gelddrucken zu lösen, wie es zum Teil wohl jetzt vorgesehen ist seitens der EZB, das löst mehr als berechnete Inflationsängste aus

und weckt Erinnerungen an Krisenzeiten in den 20er Jahren des vergangenen Jahrhunderts. Die Deutschen sind zutiefst beunruhigt. Hat da nicht unsere Kanzlerin recht, wenn sie immer wieder sagt, helfen ja, aber nicht ohne Gegenleistung, nicht ohne Anstrengung, sein Haus aus eigener Kraft wieder in Ordnung zu bringen? Die Deutschen danken es ihr, sie ist populärer denn je, und ihre Partei wächst in der Gunst der Wähler. Ist nicht tatsächlich das beste Motto in der Dritten Welt: Wir leisten Hilfe zur Selbsthilfe? Und sollte es so nicht auch im europäischen Rahmen sein?



Die Länder in Schwierigkeiten sind ja nicht ohne Schuld in diese Lage gekommen. Da ich 40 Jahre in Italien gelebt habe, interessieren mich entsprechende Informationen besonders. Ich war sehr beeindruckt von dem hier abgebildeten Schaubild, welches am 8. August d. J. in der FAZ erschienen war.

Um in den Euro-Bereich aufgenommen zu werden, unternahm die damalige italienische Regierung alles, um die Schulden zu reduzieren und erreichte einen Rückgang von 120% auf 100% des BIP. Die Aufnahme in den Euro-Bereich führte dann zu für Italien sensationell niedrigen Zinsen, wie der Aufschlag von wenigen Basispunkten im Vergleich zu den deutschen Zinsen zeigt. Die Graphik zeigt es: 10 Jahre lang profitierte Italien von niedrigen Zinsen. Aber anstatt mit dieser Ersparnis die Schulden weiter zurückzuführen, wurden im Gegenteil die Schulden auf neue Höchststände von 125% des BIP aufgestockt, die Zinslast war ja gar nicht mehr so hoch. Ist es da ein Wunder, wenn die „Märkte“ langsam misstrauisch werden und die Zinsen beim geringsten Anlass wieder in schwindelnde Höhen gelangen? Muss Deutschland angesichts dieser Situation - die sicher ähnlich in den anderen Ländern in Schwierigkeiten zu beobachten ist - blind und bedingungslos helfen?

Ich selbst bin zutiefst verunsichert und so wohl doch in dieser Hinsicht repräsentativ für „die Deutschen“. Aber ich weiß auch - leider im Unterschied zu vielen meiner Landsleute -, dass unsere Zukunft, die Zukunft unserer Kinder und Enkel, ein Vereintes Europa ist. Und auch die historische Sicht ist immer noch richtig, dass es schon seit Zeiten nicht mehr eine so lange kriegsfreie Zeit in Europa gegeben hat. Die Gleichung „Europa = Frieden“ gilt immer noch. Oder hat der Sketch recht, den ich kürzlich in einer österreichischen politischen Zeitung gelesen habe, wo jemand zu seinem Begleiter sagt: Nun haben wir schon seit 60 Jahren keinen Krieg mehr in Europa gehabt; und dieser antwortet: Wie langweilig!

La crise vue de l'Espagne

Est-il nécessaire de dire que l'Espagne a souffert et souffre toujours de la crise qui a touché si gravement l'ensemble de l'Union européenne ? L'objet de ces quelques lignes est de fournir une vue de cette crise avec une perspective essentiellement espagnole. Aussi, faut-il essayer de répondre brièvement à trois questions appliquées au cas de l'Espagne : d'où vient cette crise ? Où en sommes-nous ? Que pouvons-nous espérer dans un avenir proche ?

D'où vient cette crise ?

Les raisons de la crise en Espagne ne diffèrent pas essentiellement de celles qui l'ont provoquée ailleurs. Tout d'abord, un excès généralisé dans la consommation des ménages ainsi que des administrations publiques et des entreprises, provoqué sans doute par la confiance créée pendant des années de croissance mal gérée. Ces excès ont amené un développement excessif du secteur immobilier qui, de plus, fut encouragé de façon irresponsable par les institutions financières (banques et caisses d'épargne). En fait, cela a généré une gigantesque bulle immobilière remplie de nos propres « subprimes », un réseau hypothécaire surdéveloppé et insuffisamment provisionné. D'autre part, le secteur financier a encouragé non seulement cette bulle, mais aussi le lancement de produits financiers sophistiqués, mal expliqués et placés dans les mains d'un public peu informé. Ajoutons à cela une mauvaise gestion du régulateur financier – la Banque d'Espagne — lié de trop près au pouvoir politique et, donc, manquant de l'indépendance requise. L'explosion de la crise immobilière a entraîné un « trou » financier que les banques et les caisses ont été incapables de remplir par leurs propres moyens. Sur un plan plus général, les administrations publiques, dont notamment les Communautés autonomes, avec leurs politiques d'endettement mal contrôlées, se trouvent confrontées à un endettement public qui, bien que loin de celui d'autres pays de l'Union Européenne, dépasse largement les objectifs fixés par celle-ci en atteignant un déficit de près de 9% à la fin de l'année 2011.

Où en sommes-nous ?

Tout d'abord, et depuis mai 2010 après un Conseil européen orageux, les gouvernements espagnols tant socialiste que conservateur ont entrepris des réformes avec des coupes sévères dans un nombre d'activités économiques et sociales très vaste, soit des restrictions qui provoquent des réactions populaires quotidiennes très critiques. Cette politique atteint son point culminant avec l'approbation récente par le gouvernement du pre-

mier ministre Mariano Rajoy du budget le plus restrictif de toute la période démocratique de l'Espagne. Des coupes sombres sont proposées pour tous les départements ministériels et de nouveaux impôts sont créés. Seules les pensions sont légèrement augmentées et le service de la dette



PABLO BENAVIDES
Président de la Section
Espagne d'AIACE

publique reste inévitablement inchangé ; à lui seul, il représente le plus grand effort financier de toutes les dernières années. Le gouvernement, sous la pression impitoyable des autorités de la Commission européenne, de la BCE et du FMI (communément reprises comme « Bruxelles »), vise en tout premier lieu à tenir les engagements accordés avec la Commission européenne en matière de réduction du déficit public pendant les exercices budgétaires de 2012 et 2013, tout en attendant de décider sur un vraisemblable appui financier de l'Union. Mais tout ceci s'insère, en outre, dans une situation sociale très grave avec plus de cinq millions de chômeurs et une économie qui stagne et ne montre aucun signe de démarrage.

Enfin, que peut-on espérer dans un avenir prochain ?

Malheureusement, les prévisions restent extrêmement difficiles avec une augmentation prévisible du chômage jusqu'à six millions et une croissance légèrement négative du PNB. Parmi ces prévisions, les plus optimistes s'attendent à une stabilisation du chômage pendant le premier trimestre de 2013 et à un léger redémarrage de la production au cours du dernier trimestre de l'année prochaine. En revanche, les plus critiques, dont l'opposition politique socialiste et les syndicats, reprochent au gouvernement - et évidemment, aux autorités dites de « Bruxelles » (Commission européenne, BCE et FMI appelés « Troika ») qui encouragent et même imposent cette politique – un accent excessif sur les réformes restrictives et les coupes budgétaires, au détriment et en l'absence d'une politique plus dynamisante de l'économie, quitte à prolonger les délais imposés par « Bruxelles » en matière de déficit public et à faire preuve du même esprit moins rigoureux pratiqué dans le passé envers les pays, même ceux qui avaient lancé le Plan de stabilité dont les noms sont bien connus et leurs violations flagrantes et nombreuses des limites des déficits prévues.



The euro Area Debt Crisis: A Finnish Perspective

The euro area (and Europe as a whole) is in an extraordinarily dangerous situation. The financial system is vulnerable and the threat of a banking crisis is looming. The economy is in recession in most countries and in depression in others. Social problems are worsening with increasing unemployment and cuts in government spending. Political tensions are accentuated between countries in the north and the south, and anti-European populists are increasing their support in most countries. There is controversy about the mission and proper role of the European Central Bank. Europe is facing its most difficult crisis in the postwar period.

Finland has its share of anti-European populists in the "true Finns", a party that made strong progress in the latest elections. This party is not in government but is causing political pressure on all parties to take a more critical stance on the policies, including loans and guarantees, pursued to rescue the euro. But the driving force behind these problems is the dissatisfaction of Finnish citizens with regard to the handling of the debt crisis. So why are Finns critical? It is not due to lack of understanding of the problems faced by citizens in countries pursuing austerity policies; Finland had its own banking crisis and depression in the 1990s.

One key issue is the following: citizens think (rightly so) that money lent or guaranteed by countries like Finland is not used to help citizens in debtor countries but rather to bail out banks in creditor countries. We are not helping citizens in Greece or Portugal but rather banks in countries like Germany and France. Debtor countries may rightly be blamed for prolonged periods of excessive government spending (Greece), and for reckless lending by their banks to finance real estate speculation (Spain and Ireland). But much of this spending was financed by banks in other European countries. Excessive lending is the fault not only of debtors but of creditors as well. Finns think that the governments of all countries, at least those having the means, should recapitalize or restructure their banks so as to ensure that the European banking system is more robust.

Finns may understandably be of the view that EMU has turned out to be different from what was promised when it was set up. The no bailout rule and the Growth and Stability Pact have been violated; Finland is one of the very few countries that have never violated the ceilings for public deficits and debt (3 % and 60 % of GDP respectively). Also, the idea that debts must be repaid is deeply ingrained in the Finnish mindset; the state has never defaulted on any debt. However, Finns are still overwhelmingly positive to the

euro; there is no public support for an exit. The government may face difficulties but will continue to get support in the parliament for decisions negotiated in Brussels. There is an understanding that an exceptional crisis requires exceptional means.



Sixten Korkman

The Finnish government supports the vision of setting up a "banking union". This crisis calls for deeper integration at least in terms of banking policies. The idea of union level oversight of banks is fully accepted. However, a lot of work is still required to clarify the content of such a union. Finnish citizens are concerned that the burden of banking problems in countries like Spain will be shifted onto the shoulders of taxpayers in countries like Finland. It will be difficult to solve the problem of legacy costs, that is, outstanding losses inherited from the past.



The proposal of Eurobonds is not acceptable to Finns, who think that Eurobonds would increase moral hazard among both creditors and debtors. It does not help much to say that Eurobonds will go hand in hand with stronger budget discipline backed up by more power at the union level. Budget discipline can in the end not be imposed from above, it needs support of citizens in the countries concerned.

The suggestion that the euro area debt crisis calls for setting up a full-fledged political union, a real United States of Europe, seems unrealistic and premature. It would have to be based on a new treaty, requiring endless and hopelessly difficult political negotiations. The fundamental problem is the lack of a true political community in Europe. The identity and solidarity of citizens is still strongly attached to the nation state. We may like it or not, but the relative weakness of the European dimension in those respects must be accepted as a fact.

The EMU was set up on the basis of hope, not least the hope that it would foster convergence and integration. Today its defense is based on fear – fear of the catastrophic economic and political consequences that a break-up of the euro would entail. Today the optimistic scenario is that "muddling through" of some sort will be possible. Hopefully that optimism is justified. If so, the EMU emerging after the crisis is likely to be more robust and efficient than what we have now. As the Finnish proverb says, "what does not kill you, will strengthen you".

Les conséquences de la crise vont se faire sentir maintenant en France

La France a connu une année 2012 particulièrement politique dans un environnement économique qui s'est dégradé assez rapidement après les congés d'été.

Ce n'est évidemment pas au cours de ses vacances en France que l'on se rend compte des effets de la crise sur la vie de tous les jours. En effet, les routes des vacances ont connu leurs files habituelles de citadins des grandes villes qui vont et viennent dans les lieux de villégiatures habituels du sud de la France

Il faudrait être un observateur particulièrement attentif et compétent pour déceler, dans ces lieux habituels de villégiature, un ralentissement sensible des activités et/ou des fréquentations. En effet, il y a beaucoup d'étrangers «extra UE» qui fréquentent de plus en plus les régions les plus attractives et qui compensent souvent les faiblesses des citoyens de l'Hexagone. Il faudra attendre les résultats statistiques du tourisme en 2012 pour en savoir plus. Comme partout ailleurs, la plupart des commerçants, dans presque tous les domaines, y compris la restauration, se plaignent d'un net ralentissement de leurs activités, le luxe ne semblant pas concerné.

À noter qu'il y a de fortes disparités régionales non seulement nord/sud, mais aussi entre l'Île de France et la province ainsi qu'avec les zones désindustrialisées, suite aux délocalisations de plus en plus nombreuses.

Finalement, ce sont les « médias » qui donnent le ton actuel, surtout depuis la rentrée, et un nouveau gouvernement qui est rapidement sorti des l'état de grâce habituel (les «100 jours»).

Les fermetures et restructurations industrielles annoncées et qui sont en cours créent un climat morose en France, confirmé par des chiffres peu réconfortants, notamment ceux du chômage qui touchent plus fortement les jeunes peu qualifiés.

Politiquement, suite aux élections présidentielles de mai 2012 et aux législatives qui ont suivi, l'alternance a fonctionné. François Hollande, candidat du PS, a été élu Président de la République au deuxième tour. Les Français — suivant le système électoral uninominal à deux tours — ont confirmé leur choix politique du changement lors des législatives qui ont suivi en élisant une majorité absolue à la chambre des députés ?

Le Président Hollande a nommé premier ministre

Jean Marc Ayrault qui a constitué son gouvernement qui est aux commandes depuis le 15 mai 2012

Sur le plan européen et sur la crise, l'axe Paris-Berlin a changé ses relations vers une approche moins rigoriste qui profite au gouvernement italien qui a trouvé un nouvel allié. Dans cette nouvelle configuration, Mario Dragui, Président de BCE a sensiblement changé de politique avec des effets positifs sur les taux d'emprunt dans certains pays en difficulté



L'alternance survenue après 17 ans pouvait conduire à de nombreux et profonds changements qui n'ont pas eu lieu jusqu'à maintenant. Sans doute parce que le nouveau Président et son gouvernement doivent affronter de toute urgence une dégradation économique importante et la pression du partenaire allemand -par ailleurs soutenu en cela par les pays prêteurs de la zone euro: les Pays-Bas et la Finlande- pour mettre de l'ordre dans les comptes de la France, Les marges de manœuvre sont très faibles pour un gouvernement socialiste à tendance majoritaire « réformatrice » qui ne dispose plus de la possibilité d'emprunter pour relancer la consommation, l'emploi et pour aider les entreprises. Dans ce contexte, la France a ratifié le Traité budgétaire après avoir obtenu une petite compensation – un peu plus de 100 milliards d'euros- pour toute la zone euro afin de stimuler la croissance, montant insuffisant pour atteindre cet objectif selon plusieurs experts et les habituels eurosceptiques.

Quoi qu'il en soit, les Français vont être soumis en 2013 à une cure de rigueur historique pour ramener le déficit public à 3 % du PIB, au prix d'un effort de 36,9 milliards d'euros dont 24 milliards de hausses d'impôts, selon le projet de budget présenté en ce début octobre 2012. Les détails exacts de la répartition des efforts ne sont pas encore connus, mais

tout le monde proteste déjà pour tenter d'échapper à l'austérité. Le nouveau gouvernement justifie ces objectifs par le fait qu'ils rassurent les marchés (l'opposition conteste), car la France emprunte à des taux négatifs, ce qui démontre la confiance de ces mêmes marchés. Les hausses d'impôts devraient surtout concerner les plus nantis: par exemple, la proposition de M. Hollande de mettre en place une tranche d'imposition à 75 % pour les très hauts revenus (qui semble tout sauf simple à mettre en œuvre).



Il est probable que l'effet de la crise, pris sous l'angle de l'augmentation des impôts et de la réduction des dépenses de l'État, sera plus visible et sensible dans la vie « normale » dans les prochains mois, voire dans les prochaines années.

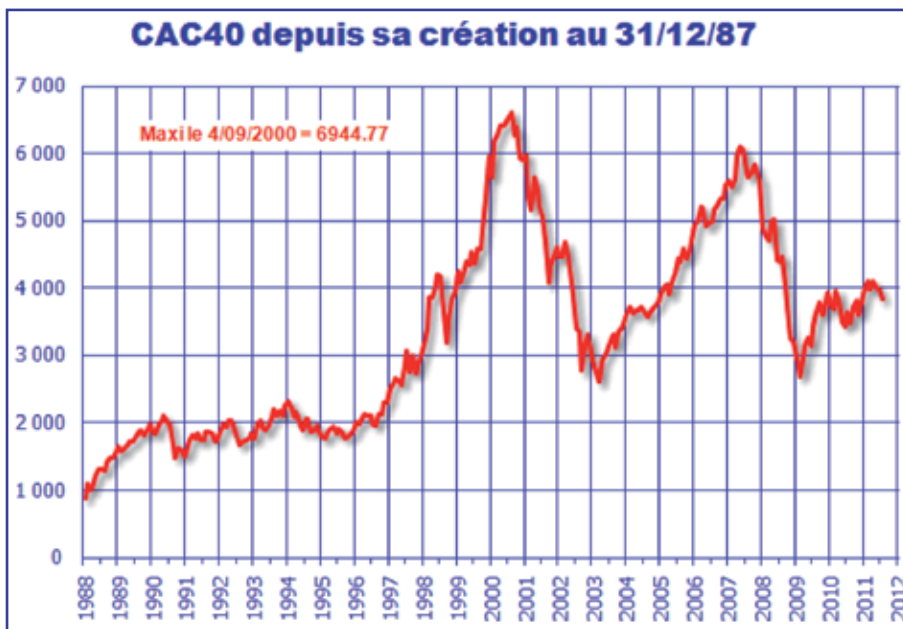
Les quelques chiffres ci-dessous montrent une situation qui est loin d'être satisfaisante et qui va nécessiter une intervention de plus en plus « musclée » la part du nouveau gouvernement, avec les risques électoraux habituels notamment pour les prochaines « européennes », les « communales » et

est d'atteindre 3 % en 2013

Le taux de prélèvement obligatoire est de 42,5 %, tandis que celui du chômage a atteint 10,1 % soit plus de 3 millions de chômeurs.

À noter qu'il y a 11 % de la population au travail qui sont payés au SMIC.

L'inflation est contenue à 1,9 % (juin 2012) et la balance commerciale atteint des records négatifs avec près de 70 milliards d'euros. Le CAC40 indice boursier à Paris, après une chute vertigineuse entre 2007 et 2008, remonte péniblement.



Derrière ces chiffres, il y a des millions d'hommes et de femmes avec leurs familles, qui souffrent et qui ne voient pas de solution à l'horizon pour s'en sortir dignement, même si les amortisseurs sociaux fonctionnent encore.

Il en ressort clairement que la France a réussi jusqu'à maintenant à éviter d'affronter directement les effets de la crise, notamment juste avant les élections.

celles des « conseillers territoriaux » en 2014.

La variation du PIB a été +1,7 % en 2011, mais avec des prévisions de détérioration pour 2012, où la croissance finale sera proche de zéro, donc de la récession.

La dette publique a atteint, au printemps 2012, 91 % du PIB, soit 1832,6 milliards d'euros, ce qui constitue un record historique.

Le déficit public était de 5,2 % en 2011 -soit plus de 100 milliards d'euros- et l'objectif repris ci-dessus

Cela va changer et constituer un défi politique pour le nouveau gouvernement « socialistes/verts », d'autant plus que la globalisation, conjuguée avec la crise bancaire, conduit à des fermetures de sites industriels dans de nombreuses régions de France. Il ne se passe pas un jour sans que les médias annoncent des licenciements collectifs.

Pierre BLANCHARD

La leçon à tirer des erreurs du passé : une plus forte intégration européenne

Les leçons de la crise

1re erreur : Les fondements

Quand le processus de la création de la monnaie unique a été lancé et finalisé dans les années 90, des principes fondamentaux pour l'unification monétaire ont été ignorés, à savoir qu'aucun mécanisme n'a été prévu pour absorber les retombées d'une éventuelle future crise économique. En dépit des avertissements du Président Delors qui avait souligné cette faiblesse en disant que « l'UEM est boiteuse ». Les États membres, dans l'élan de la construction européenne en cours et le désir de réunifier immédiatement l'Allemagne, avaient ignoré certaines logiques financières. Ils ont adopté l'euro avec des comportements sentimentaux, en reléguant la possibilité d'une faillite d'un État membre à la fameuse clause de non « bail out », sans réfléchir à deux facteurs :

- une crise financière dans un EM pourrait présenter un danger systémique pour l'ensemble de l'euro zone ;
- l'évolution de l'euro comme monnaie de réserve ne circonscrirait pas le danger à la zone euro,.

2e erreur : La sous-estimation de la crise des dettes publiques

Quand la crise a éclaté en 2007 aux USA avec les placements à haut risque pour le logement de citoyens présentant des risques d'insolvabilité (subprimes) on a estimé qu'à l'exception de certaines grandes Banques, la zone euro resterait à l'écart. On a ignoré plusieurs interventions de spécialistes, dont celle de Max Otte, Allemand qui avait publié un livre concernant les dangers du surendettement de la totalité des pays industrialisés, prévoyant ainsi la crise des dettes publiques. Les autorités financières des USA ont ignoré l'avertissement du déclenchement puis de l'extension de la crise des « subprimes ». Nous, en Europe nous n'avons rien



fait non plus pour la contrer, voire l'éviter.

3e erreur : Le remplacement de la gestion macro-économique par la politique

Une certaine euphorie régnant encore, tout le monde étant rassuré par les bas taux d'intérêt pratiqués dans toute la Zone euro, on a négligé la nécessité d'appliquer des mécanismes budgétaires visant à faire respecter les critères stricts du traité de Maastricht. Ainsi, systématiquement, la plupart des gouvernements devant affronter



A. Trifyllis,
Directeur retraité
du Parlement
européen
Vice-président de
l'AIACE HELLAS



JOURNAL KATHIMERINI - I. MAKRIS

la crise bancaire des « subprimes » ont dépassé la limite de 3 % et la gouvernance de la Zone euro a réagi avec tolérance sur la base de critères politiques sans appliquer les procédures prévues en cas de dépassement des déficits.

4e erreur : L'aveuglement

Dès les années 90, la fracture entre le système bancaire et la politique était flagrante et les agences de notation ont pris du pouvoir sans en être à

la hauteur. Le dérèglement du marché monétaire a révélé un système bancaire opaque (shadow banking) et le remplacement de la politique par une politique de spéculation. En même temps, les marchés qui prenaient d'importants risques avec pour seul but de gros gains (plus de 25 % pour certains « Hedge Funds ») ont conduit à la création de bulles financières (bubbles). Ce n'est qu'une fois la crise installée presque mondialement que les USA et l'Union européenne ont commencé à proposer des règles qui ne sont toujours pas appliquées pour la transparence des produits dérivés, pour le fonctionnement des agences de notation ainsi que pour l'imposition d'une taxe sur les échanges monétaires.

5e erreur : La Grèce

Lorsqu'on a découvert que la Grèce ne pouvait pas faire face aux obligations qu'elle avait vis-à-vis de ses créanciers et que, par conséquent, l'État se dirigeait inéluctablement vers la

« faillite », les réactions ont été émotionnelles pendant assez longtemps (du genre : punissons-les !!) et surtout irréflechies. Quelques jours avant la découverte de la « faillite » grecque de mai 2010, il n'y avait toujours pas de mécanisme européen d'aide, considérant que la clause « bail out » suffisait pour faire face à la crise. Cependant, la « banqueroute » de la Grèce risquait d'exploser comme un ouragan non seulement dans la Zone Euro, mais dans toute l'économie mondiale. Ainsi, à la dernière minute, un mécanisme d'aide pour la Grèce a été créé avec la participation du FMI.

6e erreur : La punition des actionnaires privés

Alors que les mesures pour la Grèce (un sauvetage par « l'arrière porte » du Traité de Maastricht d'une part, une récession économique très dure d'autre part) et des mesures pour les éventuelles autres crises dans d'autres pays (création d'un mécanisme fixe d'aide – EMS) commençaient à donner des résultats vu que le « spread » (différences de taux d'intérêt entre la référence à l'Allemagne et d'autres pays de la Zone Euro) a reculé de 1000 à 600 (10 points de % à 6 points de %) pour la Grèce, certains officiels Européens ont sorti de « leur chapeau » une idée qui a remis en question tous les efforts entrepris. L'intention de l'Union européenne de « punir » les actionnaires privés, à partir de 2013 et au-delà, a provoqué une vague de départ des obligations des pays du sud. Est-ce à tort direz-vous? Non, bien sûr : quand un pays est ruiné, tout le monde y perd. Mais dans ces circonstances, cette « déclaration » est venue au mauvais moment, jusqu'à ce que l'UE fasse marche arrière, en déclarant que ces limitations ne concernent que la Grèce et non les autres pays ayant des dettes publiques importantes. C'était malheureusement trop tard et le doute a continué à éloigner les investisseurs de la Zone Euro.

7e erreur : - crise sociale – crise politique – doutes

Le FMI travaille avec des méthodes anciennes qui répondent à la dénomination « Washington Consensus ». Le recul rapide de la dette qu'il impose aux pays emprunteurs, conduit à une récession catastrophique, abaisse le PIB et augmente considérablement le chômage, ce qui, à son tour, conduit à des troubles sociaux et décredibilise la politique : celle de l'Union européenne, du système en général et même de la démocratie. Ces mêmes phénomènes se retrouvent dans les pays prêteurs. Parce qu'il y a de plus en plus de nostalgiques de leur ex monnaie nationale par rapport à la survie de la monnaie unique. Le fantôme de Weimar plane au-dessus des pays qui subissent des pertes du PIB presque comme des pays sortant d'une guerre.



Conclusions

Pourquoi tant d'erreurs ? La réponse est simple. Parce que l'on refuse de voir la vérité de l'erreur des fondements de l'Union monétaire qui a besoin d'une Union économique et politique faute de quoi elle disparaîtra.

Alexander Hamilton a été considéré comme « Père » du fédéralisme aux USA lorsqu'il a convaincu les fédéralistes de ce pays de prendre en charge – quand même sous certaines conditions - les États ruinés.



Avec les dernières décisions, l'Union européenne donne finalement l'impression qu'il y a une stratégie qui, étape par étape, corrige les erreurs initiales. Et nous tous espérons qu'une Zone euro enfin gouvernable se concrétise rapidement.

Dans le cas contraire, ce que nous craignons tous risque

d'être un scénario catastrophe : disparition de l'euro, mais aussi de l'Union européenne dont la richesse économique et sociale se déplacera vers les pays émergents (la mondialisation étant aussi une composante importante de la crise). D'autre part, la construction de l'Union européenne qui est une sorte de poursuite actuelle « du Siècle des lumières » va revenir aux égoïsmes nationaux et à la fin de la solidarité de ces presque 70 ans de construction européenne dans la paix. Soyons positifs pour l'avenir de nos enfants, ce sont les erreurs qu'il ne faut plus répéter et les crises qui font avancer l'Europe sur le chemin de l'Histoire.

Irish economy

Ireland is one of the EU member states which has been hardest hit by the economic recessions which has affected all member states to varying degrees. But while the international recession has contributed to Ireland's problems, its most serious one's have largely been home-grown.

A decade of "boom", largely fuelled by property development, swelled the Government's coffers and encouraged both businesses and private individual to overreach themselves, culminating in a spectacular "bust" in 2007.

At the business end of the spectrum, there was a near-complete collapse of the banking system, which required an injection of more than €60 billion by the Government. It, in turn, required outside support which has been supplied by the ECB, IMF and European Commission, which the Irish media has dubbed the Troika.

The cost of this support, however, is that the country is now in an IMF programme of recovery, the implementation of which is being closely supervised by the Troika. The programme requires the government to rebuild its exchequer, mainly through a combination of public expenditure cuts, tax rises and reductions in public services and personnel.

At the other end of the spectrum, private citizens, especially those who took out easily-obtained mortgages to purchase property, either as primary residences or as investments, now find themselves in negative equity as a result of values plummeting by as much as 70% of their boom-time value.

The Government has been obliged to take over a huge portfolio of investment properties from bankrupt developers and is endeavouring to find buyers from them. The amount of this exposure is incalculable since it is impossible to estimate how much of the multi-billion investment can be recovered. So far, properties which have been sold off have fetched only a fraction of their initial cost.

In between, small businesses are strapped for cash because the banks are concentrating on building up their reserves rather than making loans available to businesses. This, in turn, is forcing a lot of SME's to close down, driving unemployment from a structural 4% pre-2007 to 15% today, with youth unemployment estimated to be around 25% or higher. The figures

would be much worse but for the fact that an estimated 350,000 out of the total population of 4.5million have emigrated in the last five years, mostly young people.



PETER DOYLE
President
AIACE (Ireland Section)

At the political level, the Government is trying to renegotiate the terms of the borrowings it made from the Troika to refinance the banking system. In addition, it wants to separate this debt from sovereign debt and to persuade its EU partners, especially Germany, to allow the new ESM burden-sharing mechanism to take on so-called "legacy" debt (i.e. incurred prior to the establishment of the ESM).

The Government is determined to meet the demanding schedule imposed on it by the Troika but the latter has criticised it in its latest quarterly report for not doing enough. In particular, the Government has made little progress so far in paring down public sector pay and reforming public services, particularly the health service.



The picture is not uniformly bleak. Exports are holding up or even rising, mostly due to the strong performance of the pharmaceutical and health sectors which are largely dominated by foreign multinationals, and the home-grown food processing sector. There has also been some encouraging inward investment, notably by Google and Facebook, both of which have established their European headquarters in Dublin.

And although Ireland was effectively shut out of the international bond markets after its economy began to deteriorate rapidly because of the 15% yields that were being demanded by investors for purchasing Irish bonds, the government recently carried out a very encouraging issue of 9-year bonds yielding less than 5%. This augurs well for the government being in a position to return to the bond markets for its financing after it (hopefully) emerges from its IMF programme in 2014. In the meantime, the government has been comforted by the ECB's recent announcement of its willingness to purchase the bonds of EU member states.

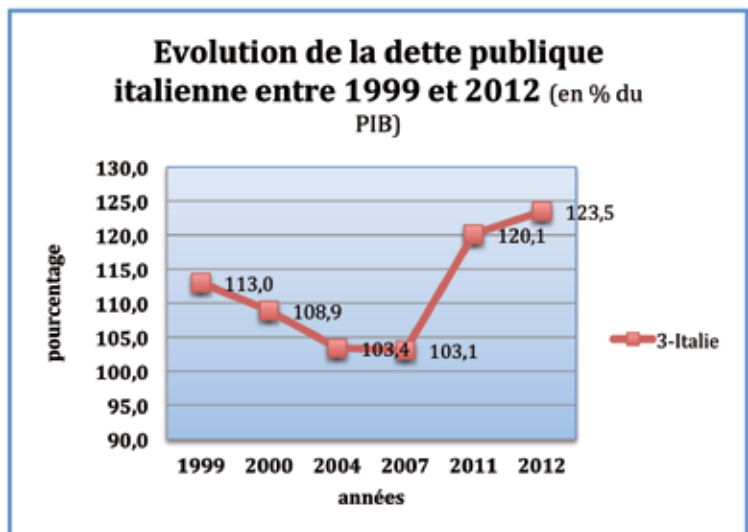
L'Italie toujours capable d'innover, même en politique

Depuis le 16 novembre 2011, l'Italie est gouvernée par une équipe de techniciens, en fait pour la plupart des professeurs et acteurs du monde civil jamais impliqués dans la politique. Cette équipe est présidée par le Professeur Mario Monti, Président de la prestigieuse et célèbre Université Bocconi à Milan et ancien Commissaire de la Commission européenne chargé de la concurrence. Le gouvernement précédent dit Berlusconi IV qui avait une majorité parlementaire élue s'était révélé incapable de gouverner efficacement le pays entré en pleine crise depuis 2009. En outre, l'attitude et le comportement du premier ministre avaient provoqué des dissensions internes au sein de la coalition de centre droit, allant jusqu'aux scissions politiques. Cette instabilité politique a compromis les capacités du gouvernement à prendre les décisions qui s'imposaient pour répondre à la pression des "marchés" qui s'étaient lancés dans une spéculation sans précédent, en imposant des taux aberrants aux obligations d'États. À ce moment le « spread » (l'écart) avec le taux des obligations souveraines allemandes était arrivé à presque 6 points de % rendant le paiement des intérêts intenable sur une dette, parmi les plus élevés du monde, atteignant les 1843 milliards d'euros fin 2010 pour atteindre les 119 % du PIB en 2011.

C'est à ce moment que le Président de la République Giorgio Napolitano considérant l'intérêt du pays avant toute autre chose est intervenu pour demander au gouvernement Berlusconi de démissionner et au professeur Monti, qu'il avait précédemment nommé Sénateur à vie, de former un nouveau gouvernement. Il s'agissait alors d'une nouveauté sans précédent non seulement dans la politique italienne pourtant mouvementée, mais aussi au sein de l'UE. Ce gouvernement technique est encore en place en octobre 2012 malgré son implication dans des mesures impopulaires et nombreux sont ceux qui souhaiteraient le maintenir jusqu'à la sortie de la crise...L'originalité du montage technico-politique réside dans le fait que le gouvernement n'est pas élu, mais qu'il n'en reste pas moins soumis aux votes de la chambre des députés et du Sénat régulièrement constitués et toujours opérationnels. Dans l'urgence de la situation et sous la pression

sans pitié des "marchés" (voir ci-dessus le spread), le premier acte significatif a été de promulguer un décret nommé « salva Italia », avec des mesures permettant de mettre à l'abri les comptes publics dans le but d'arriver à l'équilibre budgétaire en 2013 pour finalement commencer à réduire la dette publique. Ce nouveau gouvernement a donc pris des mesures immédiates pour récupérer des fonds publics ainsi que pour élaborer des réformes plus ambitieuses qui doivent cependant être ratifiées par les élus d'une nouvelle majorité gauche/centre droit jusqu'alors impossible.

Dans ces conditions, toute la société italienne est



sollicitée et dans ce cas comme dans les autres EM en difficulté budgétaire et financière, le cercle vicieux s'est enclenché avec les augmentations d'impôts — le plus souvent de commencer à les payer - et des taxes induisant une réduction du pouvoir d'achat et donc de la consommation. Mêmes mesures d'austérité, mêmes effets, comme dans les pays voisins en crise, le chômage augmente, des entreprises délocalisent ou tout simplement disparaissent laissant des salariés désespérés et démunis. Dans ce contexte, la crise est d'autant plus sensible que les amortisseurs sociaux ne donnent pas les résultats attendus pour assurer le minimum de ressources aux salariés sans emploi.

Ce gouvernement a également pris des mesures particulièrement impopulaires dans le régime général des pensions italiennes (système de répartition « pay

as you go » où les contributions d'une année doivent couvrir les pensions payées dans la même année), en augmentant sensiblement l'âge de la retraite et en réduisant les prestations. Aucun autre gouvernement précédent n'avait osé vraiment aborder ces réformes, mais les mesures de transition mal conçues ont laissé des dizaines de milliers de personnes sans travail et sans pension. Malheureusement, il n'y a pas que les pensions qui ont été chamboulées par des mesures impopulaires d'économie qui se multiplient, toujours étrangement soutenues par des coalitions improbables, aucun des deux grands partis (centre gauche et centre droit) ne pouvant se permettre de censurer le gouvernement. Ils porteraient ainsi la responsabilité de replonger le pays dans une crise encore plus grave.



On peut donc dire qu'en Italie, bien que cela ne soit pas non plus directement visible dans les lieux publics ou sur les axes de communication toujours pleins de poids lourds, la crise est fortement ressentie par les populations et la sortie de crise ne sera ni facile ni rapide. Le gouvernement et notamment le premier ministre et le Président de la République poussés par L'Allemagne, le FMI, la BCE et la Commission européenne expliquent qu'il n'y a pas d'alternative à cette cure d'austérité qui doit passer par la réduction du train de vie de l'État et de nouvelles rentrées fiscales, mais qu'ils font le maximum pour éviter de toucher les moins nantis.

C'est à ce moment critique de la vie des citoyens que l'on découvre les scandales dans les gouvernements et administrations des , des abus d'utilisation des fonds publics par un certain nombre d'élus locaux. Des révélations de corruptions complètent ce sombre tableau du monde politico-administratif. Beaucoup d'autres problèmes apparaissent et devraient être résolus avant que ne finisse ce mandat extraordinaire d'un gouvernement non élu qui semble le seul à avoir la possibilité de les affronter.

À côté des abus et des richesses mal réparties qui restent visibles un peu partout, de nombreux salariés perdent leurs emplois ou se voient imposer des réductions importantes de salaires et



doivent affronter, le plus souvent seuls, des situations dégradantes pour des familles entières sans revenus et sans aide. Tout le monde attend donc la fin du mandat des élus actuels en 2013 qui sera aussi probablement celui de ce gouvernement. En attendant les nouvelles élections, les partis politiques ne donnent pas le bon exemple, impliqués dans les révélations journalistiques d'abus de biens sociaux publics, mais aussi dans des batailles stériles et contre-productives visant à préparer des règles électorales pouvant favoriser les uns plutôt que les autres. Enfin, les quelques indicateurs significatifs ci-dessous permettent de comprendre où se situe la crise en Italie. Ils ne sont pas

catastrophiques et finalement même plus favorables que dans d'autres EM, sauf, il est vrai, en ce qui concerne la dette publique qui est actuellement de 119 % du PIB.

Le déficit public était de 3,9 % en 2011 avec une prévision pour le réduire à 1,7 % pour 2012 et en équilibre en 2013.

Le PIB est passé à -2,6 % début 2012. L'inflation était à 3,2 % en 2011.

Le taux de chômage a atteint 10,7 % avec de fortes disparités nord/sud et pour les jeunes demandeurs d'emploi.

En juin 2012, la balance du commerce extérieur est restée positive à + 2,5 milliards d'euros.

Depuis quelques semaines, l'annonce faite par Mario Draghi, président de la BCE, de vouloir racheter les obligations des États qui le demanderaient et même d'intervenir directement auprès des Banques, a fait baisser le « spread » qui se situe ces derniers temps autour de 3,5 points de %. Il reste injustement élevé, mais supportable, permettant au trésor public d'économiser plusieurs milliards d'euros d'intérêts par rapport à 2011 avant l'arrivée de ce gouvernement.

La mise en place du « Fonds européen de stabilité financière » suivi par celui du « Mécanisme européen de stabilité » (MES) a aussi largement contribué à calmer les marchés qui restent attentifs aux efforts faits par l'Italie dans la gestion de la crise.

Pierre BLANCHARD

La crise vue du Portugal

Pendant que nous écrivons ces lignes, des manifestations ont lieu partout en Europe : à Athènes, Paris, Londres, Bruxelles, Barcelone, Madrid, et à Lisbonne, comme ailleurs au Portugal... La raison ? Réclamer des changements dans la politique d'austérité dans une Europe en crise, de plus en plus divisée et incertaine sur son avenir.

En tant qu'anciens fonctionnaires, nous avons assisté à l'évolution de l'Union européenne, à son élargissement, à l'abolition graduelle des frontières et à la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice. Cependant, au cours de ces dernières années, le rêve s'est teinté de tonalités de plus en plus sombres et incertaines, dans une situation critique que les dirigeants européens semblent ne plus pouvoir maîtriser.

Certains pays sont plus vulnérables que d'autres, surtout ceux qui se situent au sud, ou les plus éloignés du centre de l'Europe. D'ailleurs, après les élargissements successifs le centre de l'Europe s'est géographiquement déplacé de «quelque part au Sud est de la Belgique» vers l'Europe centrale, tandis que la cohésion, la solidarité, et l'union entre les peuples ne semblent plus être à l'ordre du jour. L'un des atouts que nous avions au Portugal consistait autrefois en une économie basée sur les bas salaires et le bas coût de la main-d'œuvre. Cependant, avec l'essor et la libéralisation des échanges avec les pays émergents, la population portugaise a vu le pays accumuler une dette croissante.

Même si la population portugaise avait bien adhéré à l'euro en 2002, elle s'est repliée sur ses difficultés, se sent éloignée des centres de décision de l'Union et ne comprend plus les choix qui lui sont imposés par des organes venus de loin, comme c'est le cas de la Troïka (Commission européenne, BCE et FMI) dont les résultats se traduisent par une vie quotidienne de plus en plus difficile et un avenir toujours plus incertain pour la population.

Il s'agit, en fait, d'une population des plus vulnérables de l'Europe, dont les salaires se situent au niveau le plus bas. Avec une population de 10 millions d'habitants, environ 10 % de la population active portugaise touche un salaire minimum de 485 euros par mois. Sur ce montant, le gouvernement portugais veut encore augmenter les déductions de la « taxe sociale unique » pour les travailleurs, ce qui réduirait le salaire minimum à 397,7 euros.

Malheureusement, la politique d'austérité a surtout affecté les citoyens à salaires plus bas, alors que les dirigeants des grandes entreprises touchent des revenus d'un niveau identique à ceux des autres pays européens, voire plus hauts. Le chômage augmente chaque jour et s'aggrave chez les jeunes, dont 35 % à 45 % n'ont pas de travail, y compris les universitaires. Ceux qui travaillent ont surtout des emplois précaires, sans contrat ni lendemain. Entre-temps, le gouvernement

encourage les jeunes à émigrer et les laisse sans espoir dans un quelconque avenir.

La population portugaise, jusqu'à présent résignée, réagit pour le moment pacifiquement dans quelque 30 villes, manifestant bruyamment contre les mesures d'austérité et rappelant l'ambiance de la «révolution des œillets» du 25 avril 1974.



EVA BACELAR

Ce sont des jeunes sans avenir, des retraités qui touchent des pensions misérables que l'on a réduites, des parents sans espoir quant à l'avenir de leurs enfants, des parents qui n'ont plus de quoi acheter les manuels scolaires. Des gens à qui l'on annonce encore des baisses dans leurs salaires déjà trop bas, des gens qui doivent faire face à l'augmentation des contributions à la sécurité sociale et à des aggravations des impôts surtout pour les pauvres, alors que les plus favorisés ont des réductions et des bénéfices fiscaux. La sécurité sociale et le système de santé ne peuvent plus subvenir aux problèmes de la population à ce niveau. Les plus âgés n'ont plus de quoi s'acheter des médicaments. Parmi les jeunes, le taux de natalité s'effondre, les émigrés repartent vers d'autres pays de l'Europe. Les jeunes cessent leurs études après l'école ou le lycée n'ayant pas de quoi payer. D'autant plus que l'espoir de trouver un emploi est minime.

Dans ce scénario, et en dépit de l'augmentation des impôts, la recette nationale a diminué et la dette persiste. Ce sont les conséquences du chômage, de la fuite des contribuables, de la faillite des entreprises, du manque de productivité et de croissance. Il faudrait des politiques de production de richesse et de croissance. Il faudrait profiter des compétences du grand nombre de jeunes qualifiés qui se voient obligés de partir à l'étranger, plutôt qu'augmenter les dépenses de l'État en distribuant des postes clés dans les grandes entreprises gérées par l'État par des ex-ministres et les jeunes dauphins de certains partis.

À côté de nous, l'Espagne fait face à des problèmes semblables, même si le salaire minimum y est plus haut. C'est encore là une difficulté, vu la dépendance de nos économies et l'interpénétration des entreprises et des emplois entre les deux pays.

La population portugaise a réagi à la crise d'une façon très particulière. Les gens seraient prêts à faire des sacrifices, mais ils voudraient que ceux-ci soient partagés par toute la population, d'une façon plus équitable. Ils veulent, enfin, donner un nouveau sens à leurs vies, à leurs privations. C'est de cette façon que les citoyens portugais ont réagi tout au long de leur histoire. Ce n'est que du bon sens...



The impact of the crisis in the UK

It's been a good summer for Britain. In May, we had splendid ceremonies for Queen Elizabeth's Diamond Jubilee (well, it rained a lot, but the show went on superbly). And then in July and August we had first the Olympics and then the Paralympics (first started in near London). The organisation and display seems by general consent to have been excellent – and Team GB athletes won lots of medals. It would be easy to think that Britain is still a 'top nation'.

But the crisis has had a great effect on this country. In the short term, there was little immediate benefit from the Olympic Games (overall, visitors to the UK were disappointing, and even pizza sales by the UK's biggest company dropped!) Unemployment is historically high at some 8%; youth unemployment is around 1 in 5 (comparable to many other Member States, although not as high as some). I went recently (for AIACE business) to visit the old and beautiful city of Winchester, business centre for a quite big region; at 10.30 am I was struck by the number of young men in the streets seemingly with nothing to do, while older men sat looking sad in front of a cappuccino in a café. Many employers in all sectors of the economy, and in both the private and public sectors, seemed to take immediate advantage of the banking crisis to make cuts to jobs and pensions that they had long wanted to do but lacked the excuse. This of course increased the impact of the problems. As a result, the nature of employment in the UK (as elsewhere) is gradually changing; more people – many young – are starting their own small, local businesses.

This development is in small business, and so doesn't change the fact that overall investment and R & D remain low. Manufacturing investment struggles, because national and international markets are unsure. The banking sector is lending less than in the fat years before the crisis, and with much more stringent conditions. However, we seem to have moved on from the sense that 'it was all the banks' fault'. There are fewer jokes around about bankers. Perhaps we have woken up to the fact that the bad bankers were only the tip of the iceberg, and that government and many firms and individuals took advantage of the fat years of easy credit, and now share responsibility for the consequences.

It doesn't help the mood in the UK that we are ex-

periencing – for the first time for many decades – a serious coalition in government. The disagreements between the two parties in power, not unusual in such coalitions and in themselves quite legitimate, make it hard for the public here, not used to such debates, to sense clear leadership. This isn't helped by the fact that the British Civil Service seems to be suffer-

ing a crisis of personality and competence, as a result of a long war of attrition by the politicians of successive governments. Just as for many years the focus of business has been the short term,

our politicians have undermined the ability of the Civil Service to think for the long-term, and our transport and energy policies in particular are in a mess. Even the much-loved National Health Service, which still does pretty well, is running into huge problems as funding issues which were pushed into the future are now becoming very real.

Probably those reading this from other Member States will say that all this is like their own countries. And, as elsewhere, what is happening is a combination of both short- and long-term factors. The crisis has simply speeded change up, and exposed underlying weakness more quickly.

There are two political consequences of all this. One is the issue of the future of our 'United Kingdom'. As the future power and influence of the UK seems less certain, the sense in Scotland that independence would be a good thing seems to grow; and if not for full independence, for some form of 'devomax' which would transfer more powers from the UK to Scotland. Under pressure, we tend to rely on ourselves, rather than see the benefits of sticking to and sharing with others.

So the other political consequence is that enthusiasm for our membership of the EU is falling even further (and indeed anti-foreign feeling is growing more widely). It seems increasingly likely that the nature of our membership of the EU will be an issue at the next general election here, due in 2015.



RICHARD HAY
President AIACE Int. & UK



La crise dans la zone euro

Quelques faits et quelques observations

Pour mieux comprendre la nature de la crise qui règne depuis quelques années dans la zone euro, il est utile de mettre en évidence quelques faits et observations.

1) Le poids économique dans le monde de l'Union européenne (UE) et de la zone Euro est comparable à celui des grandes unités économiques, telles que les Etats Unis, la Chine et, dans une moindre mesure, le Japon (cf. tableau). En matière de performances économiques, la zone euro dans son ensemble se compare favorablement à celle des deux autres grands pays industrialisés, les Etats-Unis et le Japon. Ceci est notamment vrai pour les variables qui dépendent plus directement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE).

Le premier objectif de la BCE - selon l'article 127 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) -, à savoir la **stabilité des prix**, a été bien atteint. Dans la décennie 2001-2010, le taux d'inflation annuel moyen correspond avec 1,9 % de hausse des prix à la consommation privée (déflateur de la consommation privée finale), pratiquement à l'objectif fixé par la BCE. La variation en 2011 (2,5 %) et en 2012 (2,2 %) n'indique aucun dérapage dangereux. Cette évolution est à comparer à celle des décennies précédentes : 1991-2000 : 2,7 % ; 1981-1990 : 6,2 % ; 1971-1980 : 9,4 %. L'évolution de 2001 à 2010 en zone euro est légèrement plus favorable à celle des États-Unis 2001-2010 : 2,2 % tandis que le Japon avec -1,0 % pour la même période donnait des signes de déflation.

La valeur externe de l'euro depuis 2000 s'est réévaluée d'environ 40 % par rapport au dollar et d'un ordre de grandeur de 12 % par rapport à la moyenne des partenaires industrialisés.

En dépit de cette réévaluation, l'équilibre extérieur de la zone euro a été assuré durablement : de 2000 à 2011, le solde de la balance courante avec l'extérieur s'est situé dans un ordre de grandeur moyen de +0,3 % du PIB, à comparer aux -4,1 % pour les États-Unis pendant la même période. Ceci est aussi un indice d'une compétitivité raisonnable de la zone euro.

Par ailleurs, la confiance internationale dans l'euro est également reflétée par le fait qu'en 2012 environ **25 % des réserves monétaires mondiales sont tenus en euro** en comparaison à 18 % en 2000.

Sans préjudice de son objectif de stabilité, la BCE est appelée également à apporter son **soutien aux politiques économiques générales en vue de contribuer à la réalisation des objectifs généraux de l'Union** (Art. 127 TFUE et Art. 3 du Traité sur l'Union européenne) parmi



Ludwig Schubert
Président d'honneur de
l'AIACE Int.

lesquels figurent – entre autres – une croissance équilibrée, l'objectif de tendre vers le plein-emploi ainsi que la cohésion économique, sociale et territoriale et la solidarité entre États membres. Dans les limites qui lui sont imposées par le Traité, la BCE a fourni sa contribution à la réalisation de ces objectifs. Même si les résultats dans ces domaines sont plutôt médiocres – ce qui est dû à des rigidités structurelles et à des politiques économiques générales peu efficaces – les résultats dans ces domaines ne dénotent pas de manière particulièrement négative de ceux des États-Unis et du Japon.

Dans ces conditions, la crise dans la zone euro est-elle une **crise des finances publiques** ? Là aussi, les résultats de la Zone euro dans son ensemble se comparent plutôt favorablement à ceux des États-Unis et du Japon. Dans la période de 2000 à 2008, le **déficit public moyen de la zone euro** était de 1,9 % du PIB par rapport à l'objectif de rester inférieur à 3 % du PIB. Ce chiffre est à comparer, pour la même période, à 3 % aux États-Unis et à 5 % au Japon. C'est le débordement de la crise financière de 2008 aux États-Unis vers l'Europe, la récession de 2009 (diminution du PIB dans la zone euro de 4,3 %) qui en résultait et le soutien au secteur bancaire (affecté gravement par la crise financière des États-Unis) ainsi que les mesures de soutien à la demande qui ont conduit à un dérapage du déficit public dans la zone euro : successivement 6,4 % ; 6,2 % et 4,1 % du PIB en 2009, 2010 et 2011. Ce n'est qu'en 2014 qu'un déficit en dessous de 3 % du PIB peut à nouveau être envisagé. Toutefois, le déficit public du Japon se situe maintenant au-dessus de 8 % du PIB, avec guère de tendance à la diminution ; aux États-Unis le dérapage du déficit

public commence déjà en 2008 (6,4 % du PIB) et se maintient en 2009, 2010 et 2011 à respectivement 11,5 %, 10,6 % et 9,6 % du PIB.

La dette publique pour l'ensemble de la zone euro n'a jamais atteint la valeur de référence de 60 % du PIB. Toutefois, elle a été ramenée de 71,6 % en 1999 à 66,3 % du PIB en 2007. L'évolution des déficits publics - suite à la crise financière de 2008 et à la récession de 2009 - a provoqué un **bond de la dette publique** jusqu'à plus de 90 % du PIB en 2012 pour l'ensemble de la zone euro. Dans la même période aux États-Unis (de 67,5 % à 103 % du PIB) et au Japon (même de 167,9 % à plus de 211 % du PIB) ce dérapage a été nettement plus prononcé !

Compte tenu d'une certaine baisse générale des taux d'intérêt à long terme entre 2000 et 2011 (zone euro de 5,4 % à 4,3 % ; États-Unis de 6 % à 2,8 % et au Japon de 1,8 % à 1,1 %), **la charge des paiements d'intérêt sur la dette publique** dans les budgets publics a diminué entre 2000 et 2007 et n'a pratiquement pas augmenté jusqu'en 2011 dans les trois entités économiques. Elle se situe aujourd'hui à près de 3 % du PIB dans la zone euro et aux États-Unis, et à près de 2 % du PIB au Japon !

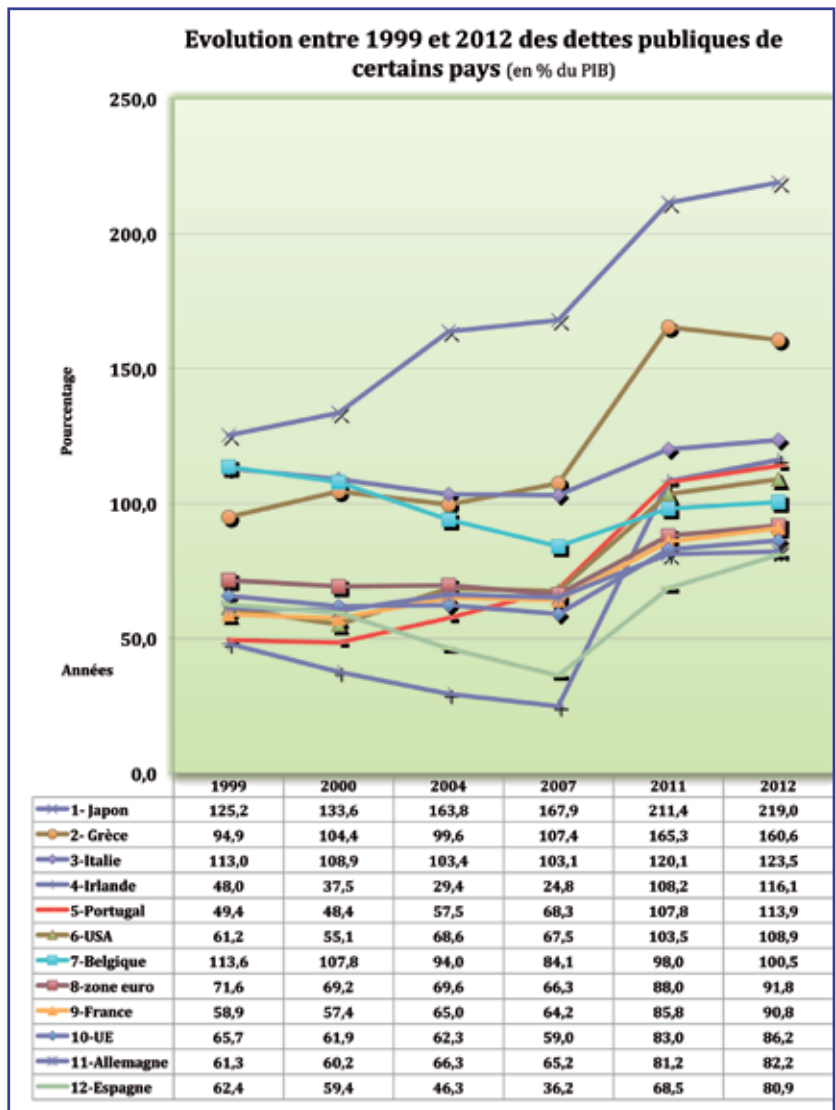
Aussi longtemps que le niveau général des taux d'intérêt à long terme reste au faible niveau atteint actuellement, la charge d'intérêt de la dette publique dans les budgets publics peut être considérée comme encore gérable. Ceci vaut pour les États-Unis et le Japon; pour la zone euro c'est valable seulement si on la considère comme une unité. En effet, les différences par pays sont considérables: par exemple en 2011 : 1,1 % du PIB en Finlande; 2,6 % en France; 2,7 % en Allemagne; 3,2 % en Espagne; par contre 4,0 % en Irlande; 4,8 % au

Portugal; 5,4 % en Italie et 6,3 % en Grèce.

Cette situation comporte un double risque.

Compte tenu du niveau élevé de la dette publique partout, une **hausse générale des taux d'intérêt à long terme** constituerait une charge importante pour les budgets publics en général.

L'autre risque est plus immédiat et concerne les pays les plus vulnérables à l'intérieur de la zone euro (Grèce, Portugal, Irlande, Espagne, Italie) ; pour ces pays, **des primes de risque et des surenchères spéculatives** des marchés financiers peuvent conduire – et ont conduit – à des taux intolérables pour les nouvelles émissions de titres de la dette publique ou même à l'impossibilité de placer de nouveaux titres publics. En 2011, les taux



moyens à long terme étaient 4,3 % pour la zone euro, mais 9,6 % pour l'Irlande, 10,2 % pour le Portugal et 15,8 % pour la Grèce ! Simultanément, comme les fonds disponibles sont obligés de chercher un placement, les taux d'intérêt pour les pays considérés comme surs ont pu baisser ou même devenir négatifs.

2) La soi-disant « crise de l'euro » n'est donc pas une crise de la zone euro considérée comme un ensemble, mais bien une crise provoquée par les divergences à l'intérieur de cette zone !

Bien que le poids économique dans le monde des pays membres de l'UE et de la zone euro, pris séparément, est faible par rapport aux grandes entités économiques (cf. tableau), l'ampleur et la variété des divergences entre pays membres posent de graves problèmes de cohésion de la zone euro. Les divergences à surmonter peuvent être illustrées par les exemples suivants :

- Certains « pays à problèmes » comme l'Irlande et l'Espagne n'avaient jusqu'en 2007 aucun problème de déficit public ou de dette publique (dette en 2007 : Irlande 24,8 % du PIB et Espagne 36,2 % du PIB). Dans ces pays, le dérapage de la dette publique (2012 : Irlande 116,1 % du PIB et Espagne 80,9 % du PIB) est essentiellement dû aux problèmes du secteur bancaire suite à la crise financière de 2008 qui, certes, a pris son origine aux États-Unis, mais qui a révélé les faiblesses du secteur financier en Europe en général. À cet égard, la Commission est toujours en train de préparer une réglementation plus stricte de ce secteur. Une taxation des transactions financières est également en discussion.

- Dans d'autres « pays à problèmes » comme la Grèce et le Portugal, les déficits publics excessifs (en moyenne annuelle de 2001 à 2011 : Grèce 7,7 % du PIB et Portugal 4,6 % du PIB) allaient de pair avec des **déficits de la balance courante avec l'extérieur** encore nettement plus grands (en moyenne annuelle de 2001 à 2011 : Grèce 13,0 % du PIB et Portugal 10,5 % du PIB). Ceci signifie que ces pays, simultanément avec leur dette publique excessive, ont accumulé une **dette extérieure extrêmement importante**. Ceci rend leurs problèmes d'endettement encore plus graves



que ceux d'autres pays à dette publique élevée, mais où celle-ci est, dans une large mesure, placée auprès des épargnants du pays même (comme, par exemple, dans le cas de la Belgique).

- Ces déficits extérieurs très importants et persistants sont le résultat, soit de positions compétitives de départ très défavorables, soit d'évolutions des coûts salariaux par unité produite trop fortes par rapport à celles des partenaires (ces derniers ont progressé entre 2001 à 2011 en Grèce de 30,5 %, au Portugal de 23,9 % et seulement de 5,7 % en Allemagne).

- Comme la zone euro se trouve durablement en équilibre extérieur, les déficits extérieurs persistants de la Grèce, du Portugal

et d'autres pays membres (notamment l'Espagne et l'Irlande) ont comme contrepartie des excédents extérieurs dans d'autres pays membres, dont l'Allemagne est l'exemple le plus frappant. En effet entre 2000 (-1,8 % du PIB) et 2007 (+7,5 % du PIB) la balance courante avec l'extérieur de l'Allemagne a fait un « swing » de +9,3 points de pourcents du PIB ! De manière simplifiée, ceci signifie qu'en moyenne de la période allant de 2001 à 2011, l'Allemagne a vendu en net annuellement 4,6 % de sa production à l'extérieur en recevant, en contrepartie, des avoirs extérieurs essentiellement monétaires. Cette production de biens et services exportée en net n'était pas disponible à l'intérieur du pays pour la consommation privée ou l'investissement des entreprises. Certes, les entreprises allemandes, très compétitives, ont reçu « l'argent de leur vente », mais le système financier du pays a accumulé des avoirs dont probablement une partie risque de ne pas être remboursée ! Les montants absolus impliqués sont très considérables et peuvent être évalués en moyenne des 11 années à environ 109 Mrd d'euros par an. Ce chiffre est presque dans le même ordre de grandeur que le budget annuel de l'Union européenne dans son ensemble. Au total de la période – sans tenir compte des intérêts – ces excédents correspondent à environ 1200 Mrd d'euro ou à environ 47 % du PIB allemand de 2011 !

La situation relativement soutenable et l'équilibre extérieur de la zone euro dans son ensemble cachent donc des **divergences intolérables à l'intérieur et des déséquilibres extérieurs aussi**

bien déficitaires qu'excédentaires qui paraissent insoutenables. Ces divergences et déséquilibres

De l'autre côté, il y a des **mesures qui s'attaquent aux origines à moyen et à plus long terme des divergences**. Dans cette catégorie de mesures figurent les efforts d'assainissement budgétaire acceptés par les pays concernés. Ils ont des effets sociaux pénibles et la restriction budgétaire peut conduire à une récession économique prolongée (dans le cas de la Grèce, elle dure déjà depuis 5 ans !) qui, dans un premier temps, tend à aggraver le déficit. C'est la raison pour laquelle, on essaye de mettre en place simultanément « **une politique de relance économique** » qui, toutefois, n'est toujours pas définie très clairement.

Le poids économique de L'Union européenne et de la zone euro et d'un certain nombre de pays dans le monde		Quelques pays de l'UE	
En pourcentage du PIB mondial 2010 aux parités de pouvoir d'achat			
(Principaux pays & UE dont zone euro)			
UE	20,7	Allemagne*	4,2
dont zone euro*	14,8	France	3,3
USA	19,8	United Kingdom	2,9
Chine	13,8	Italie*	2,6
Japon	5,9	Espagne*	1,8
Inde	5,5	Pays bas	1,0
Russie	3,0	Pologne	0,6
Brésil	2,9	Belgique*	0,6
Mexique	2,1	Suède	0,6
Corée du Sud	2,0	Autriche	0,5
Canada	1,8	Danemark	0,4
Indonésie	1,4	Grèce*	0,4
Turquie	1,3	Irlande*	0,3
Australie	1,2	Portugal*	0,3
Total 13 pays	81,4	Finlande	0,3
Reste du Monde	18,6	Autres EM de l'UE	0,9
Total Monde	100,0	Total 27 EM de l'UE	20,7

* Pays membres et zone euro mentionnés dans l'article

risquent, en effet, de mettre en cause la cohésion de la zone euro dans son ensemble !

Cette situation est due non seulement à des erreurs des politiques nationales, mais aussi à une insuffisance manifeste de la coordination des politiques économiques au niveau de l'Union européenne et notamment de la zone euro. Cette insuffisance de la coordination a des raisons institutionnelles, les États membres n'ont jamais accepté une instance de coordination efficace. Les Traités de Maastricht et de Lisbonne dans les domaines de l'Union politique, de l'Union économique et de la solidarité à l'intérieur de l'Union – qui devraient être la contrepartie de l'Union monétaire – paraissent clairement déficitaires.

3) La réaction de « la politique » devant ces problèmes est double :

D'un côté, il y a une **réaction immédiate pour aider les pays vulnérables** et pour éviter que la spéculation des marchés financiers fasse « tache d'huile » et entraîne d'autres pays en difficultés. Le « Fonds européen de stabilité financière » suivi par le « Mécanisme européen de stabilité » (MES) entré en vigueur le 8 octobre 2012 et l'action de la BCE sur les marchés financiers pour réduire les divergences des taux d'intérêt sur les titres publiques visent cet objectif.

Pour diminuer à plus long terme les divergences en matière de dette et de déficits publics et pour éviter que de nouvelles divergences se développent, 25 des 27 pays membres de l'Union européenne (c'est-à-dire, les 27 moins l'UK et la CZ) ont conclu un « Traité de stabilité, de coordination et de gouvernance » qui est aussi appelé « Pacte budgétaire européen ». Ce Traité intergouvernemental entrera en vigueur le 1er janvier 2013 si 12 États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro l'ont ratifié à cette date.

En outre, un débat public est en train de s'engager sur la question de savoir :

- si des mesures ambitieuses, mais pragmatiques et ciblées telles que déjà envisagées sont suffisantes pour résoudre le problème,

ou

- s'il ne faut pas repenser l'approche de l'Union européenne et de la zone euro de manière fondamentale comme le proposent – entre autres – Guy Verhofstadt et Daniel Cohn-Bendit dans leur livre « Debout l'Europe »

NB : Les chiffres utilisés dans cet article sont tirés de « L'annexe statistique de l'Economie Européenne » du printemps 2012, publiée par la DG ECFIN de la Commission européenne



Dear colleagues,

It was with great emotion that I received the news of the award of the Noble Peace Prize to the European Union. It is a great honor for the European Union to be awarded the 2012 Nobel Peace prize by the Nobel Peace prize committee.

I am particularly proud of the role that the European Commission has played in shaping a new and strong Europe.

It is justified recognition for a unique project that works for the benefit of its citizens and also for the benefit of the world.

We must never forget that at its origins the European Union brought together nations emerging from the ruins of the devastating 2nd World War and united them in a project for peace, built on supranational institutions representing the common European interest.

All the people that have worked for this institution over the last 60 years can see this as their award, for the commitment and work that they have delivered on behalf of Europe. You can all be proud today.

The European Union, starting with the European Community, has reunified countries split by the Cold War, and made it around values of respect for human dignity, freedom, democracy, justice, the rule of law and respect for human rights.

Through its transformative power, the European Union was able, starting from six countries to reunite almost all the European continent. These values: freedom, democracy, justice, the rule of law and respect for human rights are the ones that people all over the world aspire to. These are also the values that the European Union promotes in order to make the world a better place for all. We are proud that the European Union is the world's largest provider of development assistance and humanitarian aid and is as also at the forefront of global efforts to protect our planet through the fight against climate change and to promote global public goods.

The award today by the Nobel Committee shows that in these difficult times the European Union remains an inspiration for countries and people



José Manuel Barroso

all over the world and that the international community needs a strong European Union.

The Nobel Peace Prize Committee and the international community are now sending a very important message to Europe that the European Union is something very precious, that we should cherish it for the good of Europeans and for the good of the entire world.

Chers Collègues

C'est avec une vive émotion que j'ai appris l'attribution du prix Nobel de la paix 2012 à l'Union européenne. C'est pour elle un très grand honneur d'être ainsi distinguée par le comité du prix Nobel.

Je suis particulièrement fier du rôle que la Commission européenne a joué dans le façonnement d'une Europe nouvelle et forte. Ce prix constitue une juste reconnaissance pour un projet unique, mis en œuvre au bénéfice de ses citoyens mais aussi du monde.

Nous ne devons pas oublier qu'à l'origine, l'Union européenne a rassemblé des nations qui venaient de connaître les affres de la Seconde Guerre mondiale pour les unir dans un projet axé sur la paix et bâti sur des institutions supranationales qui représentaient l'intérêt européen commun.

L'Union européenne, succédant en cela à

Toutes celles et tous ceux qui ont travaillé pour cette institution au cours des soixante dernières années peuvent considérer que ce prix est aussi le leur: il récompense l'engagement dont ils ont fait preuve et le travail qu'ils ont accompli au nom de l'Europe. Vous pouvez tous être fiers de vous aujourd'hui.



la Communauté européenne, a réuni des pays divisés par la guerre froide et l'a fait en s'appuyant sur les valeurs que sont le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, la justice, l'état de droit et le respect des droits de l'homme.

Initiatrice de changement, l'Union européenne a permis, en commençant par six pays, de réunir la quasi-totalité du continent européen. Ces valeurs de liberté, de démocratie, de justice, d'état de droit et de respect des droits de l'homme sont celles auxquelles tous les citoyens du monde aspirent.

Ce sont également les valeurs que l'Union européenne promeut pour que le monde devienne pour tous un endroit où il fait mieux vivre.

Nous sommes fiers que l'Union européenne soit le premier donateur au monde en matière d'aide au développement et d'aide humanitaire, et qu'elle soit aussi à la pointe des efforts menés pour la protection de la planète, qu'il s'agisse de la lutte contre le changement climatique ou de la promotion de biens publics mondiaux.

Le prix décerné aujourd'hui par le comité Nobel démontre que même en cette période troublée, l'Union européenne reste une source d'inspiration pour les pays et les peuples du monde entier, et que la communauté internationale a besoin d'une Union européenne forte.

Le comité du prix Nobel de la paix et la communauté internationale envoient aujourd'hui un message très important à l'Europe: l'Union européenne est une réalisation précieuse, que nous devons défendre, pour le bien des Européens et celui du monde entier.

Liebe Kolleginnen und Kollegen,

Der Friedensnobelpreis 2012 ist heute der Europäischen Union zuerkannt worden. Dies ist für die Europäische Union eine große Ehre und bewegt mich persönlich sehr. Besonders mit Stolz erfüllt mich der Beitrag, den die Europäische Kommission zur Gestaltung eines neuen und starken Europas geleistet hat. Mit diesem Preis wird zu Recht ein einzigartiges Vorhaben gewürdigt, das sich in den Dienst der Bürger und der ganzen Welt stellt. Wir sollten stets daran denken, wie die Europäische Union entstanden

ist – aus dem Willen, Nationen, die nach dem Zweiten Weltkrieg am Boden lagen, zusammenzubringen und in ein Friedensprojekt einzubinden, das auf supranationalen, das europäische Gemeinwohl artikulierenden Institutionen gründet.

So hat seinerzeit die Europäische Gemeinschaft durch den Eisernen Vorhang getrennte Länder auf dem Fundament so essentieller Werte wie Achtung der Menschenwürde, Freiheit, Demokratie, Recht, Rechtsstaatlichkeit und Achtung der Menschenrechte vereint.

Dank ihrer transformativen Kraft konnte die Europäische Union ausgehend von sechs Ländern fast den gesamten europäischen Kontinent vereinen. Freiheit, Demokratie, Recht, Rechtsstaatlichkeit und Achtung der Menschenrechte sind Werte, nach denen alle Menschen streben.

Und dies sind auch die Werte, die die Europäische Union verteidigt, denn sie will, dass die Welt ein besserer Ort wird. Wir sind stolz darauf, dass die Europäische Union weltweit den größten Beitrag an Entwicklungshilfe und humanitärer Hilfe leistet und an vorderster Front der globalen Anstrengungen zum Schutz unseres Planeten vor dem Klimawandel und zur Förderung globaler öffentlicher Güter steht.

Dass die Europäische Union in diesem Jahr den Friedensnobelpreis erhält, zeigt, dass sie überall in der Welt auch in diesen schwierigen Zeiten Menschen und Länder inspirieren kann und zeigt auch, wie sehr die internationale Gemeinschaft einer starken Europäischen Union bedarf.

Das Friedensnobelpreis-Komitee und die internationale Gemeinschaft sagen uns mit diesem Preis, dass die Europäische Union ein kostbares Gut ist, mit dem wir zum Wohl der Europäer und zum Wohl der ganzen Welt sorgsam umgehen sollten.

Deshalb gilt dieser Preis auch all denjenigen, die in den letzten 60 Jahren für diese Institution tätig waren und sich mit ganzer Kraft für Europa eingesetzt haben. Liebe Kolleginnen und Kollegen, Sie alle können heute auf diesen Preis stolz sein.



Jacques Delors ancien Président de la Commission, aujourd'hui âgé de 87 ans, a souligné que l'Europe avait traversé bien des crises avant celle qui l'ébranle aujourd'hui.

«Donc ça n'a jamais été facile mais je crois que si on prend de la distance, on s'aperçoit que c'est une formidable œuvre de paix qui doit être complétée par davantage de coopération entre les Etats membres».

«Je pense que le message est à la fois moral et politique. Il est moral dans la mesure où on salue des pays qui, renonçant à leurs attitudes d'hier, ont fait la paix entre eux et c'est aussi un message politique à un moment où, évidemment, il y a beaucoup de critiques, beaucoup de pronostics défavorables à l'Europe», a-t-il ajouté.



The President of the European Parliament Martin Schulz made the following statement on the European Union winning the Nobel Peace Prize:

"It is a great honour that the EU has won this year's Nobel Peace Prize.

This Nobel Peace Prize is for all EU citizens.

We in the European Parliament are deeply touched.

The European Union has reunified the continent through peaceful means and brought archenemies together. This historic act of reunification has been rightfully recognised.

The values of human dignity, freedom, democracy, equality, the rule of law and the respect for human rights are absolutely fundamental to the European Union.

These fundamental values underpin all of the European Union's activities both internally and in our external policies.

Several nations are freely negotiating accession to the European Union, a sign that despite challenging economic conditions, the European Union is a magnet for stability, prosperity and democracy.

The EU's principles and values of reconciliation can serve as an inspiration to other regions in the world.

From the Balkans to the Caucasus, the EU serves as a beacon for democracy and reconciliation.

On behalf of the European Parliament, we, together with the other EU institutions, look forward to receiving the Nobel Peace Prize in Oslo."





Joint statement by Herman Van Rompuy, President of the European Council, and José Manuel Barroso, President of the European Commission, on the award of the 2012 Nobel Peace prize to the European Union

It is a tremendous honor for the European Union to be awarded the 2012 Nobel Peace Prize.

This Prize is the strongest possible recognition of the deep political motives behind our Union: the unique effort by ever more European states to overcome war and divisions and to jointly shape a continent of peace and prosperity.

It is a Prize not just for the project and the institutions embodying a common interest, but for the 500 million citizens living in our Union. At its origins the European Union brought together nations emerging from the ruins of devastating World Wars – which originated on this continent – and united them in a project for peace.

Over the last sixty years, the European Union has reunified a continent split by the Cold War around values of respect for human dignity, freedom, democracy, equality, the

rule of law and respect for human rights.

These are also the values that the European Union promotes in order to make the world a better place for all. The European Union will continue to promote peace and security in the countries close to us and in the world at large.

We are proud that the European Union is the world's largest provider of development assistance and humanitarian aid and is at the forefront of global efforts to fight climate change and promote global public goods.

This Nobel Peace Prize shows that in these difficult times the European Union remains an inspiration for leaders and citizens all over the world



EMI welcomes Nobel Peace Prize for the EU

During its Federal Assembly in May 2012, the EMI passed a resolution to nominate the EU for the Nobel Peace Prize 2013.

“It is with great joy that we see the EU awarded this prize already today.

“For more than 50 years the European Union has played a significant role in preventing war, securing peace and promoting prosperity between European states.

It was high time for the EU to be acknowledged for this major contribution. In times of financial crisis, the Nobel Peace Prize for the EU puts things in perspective, reminding us that



the EU is more than just the common market, but rather an unprecedented success story: promoting peace, the rule of law and respect of human rights.

The prize is a slap in the face of anti-Europeans and their latest attempts to declare the EU dead.

This will make it much harder for all the euro-sceptics to gain support at the next European elections in 2014”, said Jo LEINEN, President of the European Movement International (EMI).

Already now, the EU is a role model for regional integration in other parts of the world such as MERCOSUR, ASEAN or the African Union. The Nobel Peace Prize will further boost this development.

Assemblée générale de l'AIACE Int. du 26 octobre 2012 au Charlemagne (Commission européenne)

Les invitations ci-dessous ont également été envoyées au Président du Parlement européen M. Schulz et à l'honorable Mme Dagmar Roth-Behrendt députée européenne.

Les Présidents J. M. Barroso et M. Schulz ne pouvant pas être présents ce jour, nous ont fait parvenir des messages vidéo.

Le Vice-Président M. Šeřčovič a accepté l'invitation et nous fera l'honneur d'intervenir et de débattre en Assemblée. VOX, magazine des Anciens de l'UE, ne manquera pas de tenir ses lecteurs informés du déroulement de cette assemblée - à laquelle plus de 350 Anciens se sont inscrits - dans le prochain VOX 93.

La rédaction.



AIACE

Association Internationale des anciens de l'Union européenne

The International President
120/12

Bruxelles, 29th September 2012

Dear Vice-president

As you know, our Association is holding a General Assembly in Brussels on 26 October at 17.30. The purpose of this meeting is, in part, to inform our members, and other pensioners of the Institutions, of the current status of the Reform of the Staff Regulations, and to give them a chance to discuss the situation, including the role of the European Public Service. We would be very grateful if you were able to come to this part of our General Assembly.

We are aware that this may not be possible for you. We know that a special session of the European Parliament has been arranged in Strasbourg, which will take place at this time. Indeed, because we knew this, we have not until now felt it right to send you an invitation since we believed that you would need to be in Strasbourg for this important session of the Parliament. However, we have understood very recently that we may have been wrong to think this. That is why our invitation comes very late, for which I apologise.

Certainly, if you are able to come to the General Assembly, you would be very welcome. You would also bring not only deep knowledge of the present situation but-perhaps even more the focus on this occasion- your long experience of the European Public Service, and its importance for the continued development of the Union especially during these troubled times. We have been very appreciative of the way in which you have defended the European Public Service for which our members, and the wider body of pensioners, have worked. It does appear that some of the positions being taken in the Council of Ministers reflect a wish to weaken the competence as well as the size, and therefore the role of the European Public Service.

We became aware of the conflict of dates because we had earlier invited President Barroso to speak to our General Assembly. We have already written to ask whether he would send a written (or recorded) message. But such a message would not be a substitute for what you would be able to bring if your other commitments enable you to come to the Assembly.

With my best wishes

Yours sincerely

Richard HAY



AIACE

Association Internationale des anciens de l'Union européenne

Le Président international

118/12

Bruxelles, le 28 septembre 2012

Monsieur le Président de la Commission,

Au courant de l'été, nous vous avons informé que notre Association organisait une Assemblée générale extraordinaire le 26 octobre 2012, consacrée au rôle et à l'avenir du Service public européen. Nous vous sommes reconnaissants d'avoir considéré positivement la possibilité d'y participer et nous comprenons les raisons qui vous empêchent de donner une suite favorable à notre invitation. Votre intervention au sujet du Service public européen aurait été très appréciée, au moment où celui-ci subit une violente attaque de la part de plusieurs Etats Membres.

L'AIACE considère que la façon dont la proposition de révision du Statut de la Commission est traitée au Conseil constitue une attaque sans précédent. L'excès des demandes de modifications laisse penser que l'affaiblissement du Service public européen constitue l'objectif fondamental de certains Etats membres. En effet, il n'y a aucune commune mesure entre les économies budgétaires envisagées par ces Etats membres pour le Service public européen et les efforts déployés au plan national dans leurs propres administrations publiques.

Ainsi, en ce qui concerne les statuts des fonctionnaires et agents des Etats membres et notamment les niveaux de rémunérations, il résulte clairement que très peu d'entre eux (y compris ceux qui utilisent l'argument de l'importance de leurs propres efforts) les ont significativement modifiés pour faire des économies substantielles. Le constat des données de l'Office Statistique (selon les résultats de la Méthode actuelle d'adaptation des rémunérations et pensions) est clair: la moyenne des traitements dans les fonctions publiques nationales de référence n'a pas cessé d'évoluer positivement.

Dans ce cadre, nous vous prions de bien vouloir trouver en annexe, un bref aide-mémoire qui résume nos principaux arguments en ce qui concerne les fondements d'un Service public européen du plus haut niveau.

Nous avons compris que pour sortir du blocage actuel en codécision, l'on envisage de plus en plus de demander au Conseil européen de novembre 2012 de fixer des orientations politiques dans le cadre financier pluriannuel (2014-2020) de l'Union européenne. Cette procédure "top down" pourrait causer un grave préjudice au Service public européen et à sa capacité de répondre aux multiples défis que l'UE doit affronter, comme vous les avez explicités avec éloquence au Parlement européen dans votre récent discours sur l'état de l'Union.

Dans ce climat morose, l'AIACE constate une inquiétude grandissante parmi les anciens fonctionnaires et autres agents de l'UE pour l'avenir du Service Public européen. Ces anciens qui ont contribué dans leur institution, à construire et à renforcer l'intégration européenne, en travaillant loyalement dans l'intérêt général, ne comprennent pas les virulentes attaques de la communauté des Etats membres.

Nous vous serions particulièrement reconnaissants, si vous pouviez faire préparer pour notre Assemblée du 26 octobre 2012, une intervention audio, voire vidéo, sur le point de vue de la Commission concernant la problématique de l'avenir et du rôle du Service public européen dans le contexte actuel.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Richard HAY

Pj. 1

Copies:

M. Šefčovič, Vice-président de la Commission

Mme Souka, Directeur général de la DG HR

M. Frutuoso De Melo, Directeur Général Adjoint de la DG HR

Fondements du Service public européen

La solution de la crise actuelle et la nécessité de faire face aux défis mondiaux des prochaines décennies rendent nécessaire plus que jamais le maintien d'un Service public européen indépendant, professionnellement hautement compétent et permanent. La composition de ses effectifs doit respecter un équilibre des nationalités. Ses rémunérations et ses pensions doivent être compétitives avec ceux que peuvent offrir les meilleurs employeurs au plan mondial. Leur ajustement régulier à l'évolution économique et sociale ne doit pas conduire à des conflits sociaux répétés annuellement.



Cet objectif a été assuré depuis 40 ans par la **Méthode d'adaptation des rémunérations et pensions**. Compte tenu de la lourde procédure de codécision de l'article 294 du TFUE, le maintien de la Méthode est plus nécessaire que jamais. Elle ajuste l'évolution des rémunérations en parallèle à celle observée dans les fonctions publiques des pays membres. Ainsi les gains, mais aussi les pertes de pouvoir d'achat — en cas d'évolution défavorable —, sont pleinement pris en considération. Il ne s'agit donc pas d'une indexation simple sur l'évolution des prix.

Dans ces conditions, demander des sacrifices plus élevés que le résultat de la Méthode au nom de la « crise » ou des « économies budgétaires » signifie que le Service public européen devrait payer deux fois pour le même motif et divergerait ainsi de l'évolution économique et sociale dans les pays membres telle que communiquée par ces États membres à l'Office statistique de l'Union.



Dans le Statut, **le niveau et l'évolution des pensions** sont définis par rapport aux rémunérations des actifs. Le maintien de cette règle fondamentale est essentiel pour la sauvegarde de l'attractivité du Service public européen et pour le respect des droits acquis.

Le régime statutaire de pension du Service public européen se trouve en équilibre actuariel contrairement à beaucoup de régimes nationaux. Les droits à pension existants sont déjà financés par les cotisations salariales versées au Budget et par les contributions patronales maintenues dans le Budget. Le niveau des contributions est fixé annuellement de manière à assurer l'équilibre actuariel du régime. Ce régime signifie, en quelque sorte, que les contributions sont « placées » dans les titres de la dette publique des pays membres.

En remplaçant le fonds de pension de la CECA, cette solution a été choisie pour faire des économies sur les crédits de paiements annuels du budget, tout en s'engageant solennellement de payer les pensions à leur échéance « à charge du Budget » ou, à défaut, « par des contributions des États membres ». Cette double garantie de l'article 83 du Statut est particulièrement importante en cas de difficultés budgétaires!

La valeur actuelle des économies sur les crédits de paiements annuels depuis l'entrée en vigueur du Statut au 1er janvier 1962 est égale à la valeur actuelle des engagements du budget et des États membres de payer les pensions ainsi financées à leur échéance. Cette valeur actuelle figure au Bilan de l'Union européenne à la date du 31.12.2011 avec un montant de 35.2 milliards d'euros. Le rendement de ce capital, placé au taux d'intérêt moyen à long terme de la dette publique des États membres, suffirait toujours largement pour financer les dépenses actuelles pour nos pensions! Ce capital représente un droit acquis qui ne peut être mis en cause dans une Union européenne qui respecte le droit.

Ludwig Schubert

Annexe à la lettre que l'AIACE a adressée le 28 septembre 2012 aux Présidents Barroso et Schulz.

Vers une Union fédérale ou une Fédération d'États-Nations?

Debout l'Europe!

La crise persistante de la zone euro, d'une part, et la perspective des élections européennes de 2014, d'autre part, relancent le débat sur la fédération européenne. Qui ne voit, en effet, que l'union économique et monétaire doit impérativement intégrer des éléments fédérateurs pour se renforcer, voire survivre ? Par ailleurs, des femmes et des hommes politiques, des parlementaires européens et des militants fédéralistes formulent des propositions ou élaborent des projets pour une Europe plus fédérale. Ainsi, le manifeste « *Debout l'Europe!* » de Guy Verhofstadt et Daniel Cohn-Bendit proposent que le Parlement européen, renouvelé en 2014, se proclame Assemblée constituante et prépare la loi fondamentale à soumettre ensuite aux citoyens par référendum.

Pour Guy Verhofstadt, qui pourfend une « conception bornée de la souveraineté » par laquelle les États membres ont « amputé les Traités de notre drapeau et de notre hymne », « l'Europe fédérale postnationale n'a rien d'un mirage : il s'agit d'un projet politique réel ». L'État fédéral européen aurait un impôt européen, un budget européen digne de ce nom et un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. S'agissant de la critique des souverainistes de tous bords, le manifeste « *Debout l'Europe!* » n'y va pas par quatre chemins. Je reprends quelques extraits cités par l'Agence Europe : « L'Europe ressemble de plus en plus à un monument historique. Un continent marginalisé qui se bat pour survivre dans une nouvelle ère et un nouveau monde (. . .) ». Et l'auteur de citer un exemple frappant : d'ici un certain nombre d'années, plus aucun État-nation européen ne fera désormais partie du G8, le club des pays les plus riches du monde, alors que – quelle aberration ! – « l'Europe unifiée serait l'ensemble le plus puissant et le plus riche au monde ».

Une autre conception de la Fédération, que d'aucuns jugeront plus équilibrée entre la mise en place progressive d'une structure fédérale et le maintien des vieux États-nations, est celle de la « Fédération d'États-nations », alternative à l'État fédéral, préconisée par Jacques Delors dès 1997 et explicitée par Gaëtane Ricard-Nihoul.

Dans la meilleure tradition européenne, les divergences entre les diverses prises de position sur l'avenir de l'Europe sont fortes et nombreuses, quelquefois au sein même des groupes de réflexion qui les formulent. Ainsi, un groupe informel de ministres ou de représentants de onze chancelleries (pourquoi d'autres sont-ils aux « abonnés absents »?), le groupe Westerwelle, du nom du ministre allemand des Affaires étrangères, a planché en septembre sur des thèmes tels que le renforcement de l'Union économique et monétaire (UEM), la légitimité démocratique de l'UE (l'éternel problème du « déficit

démocratique ») et les – toujours à la traîne – politiques étrangère et de sécurité commune et le rôle du Haut représentant (HR), sans parler de la politique de sécurité et de défense commune.

Ce groupe, parmi d'autres, alimente la réflexion que pilote actuellement le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, qui finalisera son rapport en vue du Conseil européen de décembre. Par ailleurs, deux parlementaires européens, Andrew Duff et Jo Leinen, et Pauline Gessant, présidente des Jeunes Européens fédéralistes (JEF), ont présenté au Parlement européen une pétition invitant celui-ci à lancer une révision des traités communautaires en vue de créer une Union budgétaire conduite par un gouvernement économique fédéral.

D'autres militants fédéralistes ne sont pas en reste : Jean-Guy Giraud (Union des fédéralistes européens – France) lance l'idée, dans le cadre de sa campagne pour les États-Unis d'Europe, de l'organisation des Assises du fédéralisme européen. Virgilio Dastoli, président du Consiglio italiano del movimento europeo, estime quant à lui que le Parlement européen doit oser une provocation : anticiper à 2013 les élections de 2014 et créer une Assemblée constituante ! Last, but not least, soucieux sans doute de ne vexer personne tout en participant au débat, le président Barroso opte, quant à lui, pour le concept de « fédération d'États-nations ». À cet égard, Ferdinando Riccardi fait justement remarquer que, alors que Jacques Delors souligne « la nécessité d'une différenciation pour laisser jouer des facteurs de dynamisme dans des domaines comme l'euro, Schengen et peut-être la défense », le président Barroso rejette en pratique l'hypothèse d'une « Europe à deux vitesses » (« Il n'existe qu'une Union européenne, une Commission, un Parlement »), pourtant déjà inscrite dans les faits !

On le voit : les réflexions, propositions, projets, plus ou moins détaillés, entretiennent un débat qui risque de s'animer à mesure que se rapproche la date de l'élection du Parlement européen et du renouvellement de la Commission européenne en 2014. Concluons par un rappel et un appel : 2014 marquera le 100e anniversaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale . . . en Europe. Puissent le Parlement européen, élu en 2014, la nouvelle Commission, le Conseil européen, sans oublier la Banque centrale européenne (BCE) et les autres organes de l'Union, contribuer à mettre en place des institutions – oserons-nous dire ? – pérennes ! Puissent les femmes et hommes politiques aux commandes puiser dans cet anniversaire une motivation suffisante pour définir un type de fédération européenne digne de ses citoyennes et de ses citoyens !



Roger VANCAMPENHOUT



